



35 ans au service des organisations paysannes du Sud



Comment nourrir
demain villes
et campagnes ?

L'agroécologie
n'est-elle
qu'un rêve ?

Sommaire

- ▶ Introduction p. 6
- ▶ Ouverture p. 8
- ▶ 1. L'agroécologie :
quel potentiel technique pour
répondre aux défis alimentaire et
environnemental ? p. 24
- ▶ 2. L'agroécologie :
quelle réponse à des questions de
société : l'emploi agricole et rural,
la rémunération des producteurs,
des produits de qualité pour les
consommateurs, le maintien des
paysages, une meilleure articulation
villes-campagne, etc. ? p. 34
- ▶ 3. Promouvoir agroécologie :
quelles conditions et politiques
institutionnelles ? p. 48
- ▶ Conclusions :
pour une agroécologie paysanne
ambitieuse p. 60





Sous la présidence d'honneur de

Gérard COLLOMB

Sénateur – Maire de Lyon

Avec la participation de

Pascal CANFIN

Ministre délégué auprès du Ministre des affaires étrangères, chargé du Développement

Véronique MOREIRA

Vice-Présidente de la Région Rhône-Alpes déléguée à coopération solidaire

Hubert JULIEN-LAFERRIERE

Vice-Président du Grand Lyon - Conseiller Municipal, délégué à la Coopération et à la Solidarité internationales

Dacian CIOLOS

Commissaire Européen à l'agriculture et au développement rural

Françoise REILLER

Eleveuse laitière bio en Isère, ex-Présidente de CORABIO, coordination Rhône-Alpes de l'agriculture biologique

Marc DUFUMIER

Professeur émérite en agriculture comparée et développement agricole à AGROPARISTECH

Sarah METAIS

Coordinatrice d'AVSF en Bolivie

Jean-Luc FRANCOIS

Directeur de la division Agriculture, développement rural et biodiversité à l'Agence française de développement

Débats animés par

Sylvie LE CALVEZ

Journaliste, fondatrice de la société d'édition "L'Acteur Rural" et de la revue "L'esprit village"

<http://www.village.tm.fr/acteur-rural/>





agronomes
vétérinaires
SAAS TRADIC 2011
www.avs.fr.org

35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

...l'agroécologie qu'AVSF défend au Sud, avec ses partenaires, est celle d'une agriculture paysanne de proximité, créatrice d'emplois sur les territoires, protectrice de l'environnement et des paysages, inscrite dans une économie sociale et solidaire, tenant toute sa place dans l'alimentation des villes et des campagnes en produits frais, sains et diversifiés.



► Introduction

Le défi alimentaire est connu : comment demain nourrir plus de 9 milliards de personnes, dont plus de 60% vivra dans des villes ? La réponse à ce défi n'est pas seulement de produire plus dans les grands pays agricoles et laisser le commerce faire le reste.

L'ouverture totale des marchés agroalimentaires a laminé nombre d'agricultures paysannes dans le monde, moins productives, au détriment de la sécurité alimentaire de millions de familles. Comble de malchance, ce sont ces mêmes familles qui aussi sont les plus dramatiquement touchées par les conséquences du changement climatique. Ce sont aussi ces familles qui sont souvent soumises à des filières dominées par de grands commerçants, des industries et des distributeurs tout puissants. Elles se voient souvent imposer des prix à la baisse et réclamer des volumes chaque fois plus importants de produits L'agriculture dite "moderne" à l'occidentale, très productive, avec une utilisation intensive de capitaux, de machines, d'engrais et produits de traitement chimiques, a des conséquences qui apparaissent aujourd'hui bien clairement : perte de biodiversité animale et végétale, pollution des eaux et des sols, dégradation des paysages, sans parler des conséquences sanitaires et de la destruction de très nombreux emplois en milieu rural. L'usage prédateur qu'elle fait des énergies fossiles en fait un modèle non durable. Il n'est pas non plus reproductible, d'autant que l'énergie sera plus coûteuse demain, et que les consommateurs urbains demandent progressivement la garantie d'une alimentation plus saine, de qualité, à des prix qui restent raisonnables.

Pour des systèmes de production et de consommation réellement durables, il faut donc nécessairement mieux concilier agronomie et écologie, et structurer de nouvelles filières. Dans divers pays, de nombreuses initiatives paysannes, citoyennes, publiques et privées, tentent de remettre au cœur du commerce, les hommes, leurs territoires et leurs produits au service de la sécurité alimentaire. De multiples expériences innovantes au Nord comme au Sud impliquent des organisations paysannes, des consommateurs, des entreprises de l'économie sociale et solidaire et des collectivités locales. AVSF s'inscrit dans ces démarches : l'agroécologie qu'elle défend au Sud, avec ses partenaires, est celle d'une agriculture paysanne de proximité, créatrice d'emplois sur les territoires, protectrice de l'environnement et des paysages, inscrite dans une économie sociale et solidaire, tenant toute sa place dans l'alimentation des villes et des campagnes en produits frais, sains et diversifiés.

Ces nouveaux modèles de production agricole et d'échanges qu'AVSF soutient dans ses projets sur le terrain avec de nombreuses organisations paysannes, sont-ils à même de nourrir villes et campagnes demain au Sud et au Nord, et de sortir de la précarité des millions de familles paysannes aujourd'hui exclues des marchés ? Quelles sont les conditions politiques et institutionnelles requises pour leur extension ?

Ces deux questions ont donc été au cœur des débats de la table-ronde organisée par notre association à l'occasion de l'anniversaire de ses 35 ans à l'Hôtel de Ville de Lyon. Je vous souhaite donc une excellente lecture des actes de cette rencontre.

Très cordialement

Claude ROGER, Président d'AVSF





Les enjeux de la table ronde de ce soir sont donc essentiels, non seulement pour tous les acteurs que vous êtes, mais aussi pour nos partenaires, maires des grandes capitales, Bamako, Ouagadougou, Porto Novo, parce qu'ils ont et ils doivent avoir sur leur territoire de l'agriculture péri-urbaine, parce que ce sont évidemment des enjeux d'alimentation, mais aussi des enjeux d'environnement à travers les circuits courts.

► Ouverture

Hubert Julien-Laferrière, Conseiller municipal délégué, Vice-président du Grand Lyon, en charge de la coopération et de la solidarité internationale,

En représentation de **M. Gérard Collomb**, sénateur-maire de Lyon, président du Grand Lyon.

Monsieur le Ministre, Madame la Vice-présidente de la Région Rhône-Alpes et chère Véronique, Mesdames et Messieurs les élus, monsieur le Président d'AVSF, Monsieur le Directeur, Messieurs les Coordinateurs nationaux, MM. Les présidents d'associations de Lyon et de Rhône-Alpes, bienvenue ici à l'Hôtel de Ville pour les 35 ans d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, dans ce grand salon où la semaine dernière nous fêtons les 30 ans de Handicap International, où demain nous fêterons les 30 ans de Bioforce, et où dans quelque temps nous fêterons les 30 ans de Triangle Génération Humanitaire, et un peu plus tard peut-être les 20 ans de Santé Mali Rhône-Alpes. Cet Hôtel de Ville est ouvert pour les ONG nombreuses qui en se créant à Lyon ont contribué à construire cette identité de notre territoire, ce qu'on appelle l'humanisme lyonnais, qui dépasse largement les frontières de la ville, chère Véronique. Effectivement, notre région est riche de ces acteurs que vous êtes, pugnaces, visionnaires, qui avez, depuis plusieurs années, créé de nombreuses associations. J'ai cité celles dont on fête les anniversaires, mais je voudrais aussi citer l'Observatoire International des Prisons, Forum Réfugiés, la Fondation Mérieux, Habitat et Humanisme, le CIEDEL, RESACCOOP qui fédère l'ensemble des acteurs de la solidarité internationale en Rhône-Alpes. De belles aventures donc, et celle d'AVSF n'est pas la moindre, née dans le contexte d'une crise alimentaire au Mali, et dont l'un des 3 co-fondateurs est avec nous ce soir. De belles aventures, des ONG qui sont ancrées dans un territoire, dont les collectivités locales s'engagent effectivement dans la solidarité internationale.

Et, Monsieur le Ministre, il faut rappeler que le choix de Lyon le 19 Mars dernier pour la tenue de la conférence destinée à relancer la coopération des collectivités locales avec les collectivités maliennes, n'est certainement pas un hasard. En témoignent l'engagement de Rhône-Alpes dans la région de Tombouctou, ou l'engagement de la Ville de Lyon et du Grand Lyon à Bamako pour le renforcement des capacités de ces collectivités locales à assurer des services essentiels aux citoyens.

Le thème de la table ronde de ce soir nous interpelle tous en tant qu'élus. Il interpelle la Région Rhône-Alpes qui agit beaucoup dans le domaine de l'agroécologie dans les territoires où elle coopère. Il interpelle aussi un élu que je suis, qui fait de la coopération urbaine. Lorsque nous coopérons avec de grandes capitales africaines qui voient leur croissance urbaine parfois atteindre 100 à 150 000 habitants par an, évidemment les élus des zones urbaines ont longtemps lancé un appel à la communauté internationale pour que le fait urbain soit davantage reconnu. Mais il n'empêche que cette croissance urbaine, ces hommes et ces femmes qui viennent peupler les villes, il faut bien les nourrir ! Les enjeux de la table ronde de ce soir sont donc essentiels, non seulement pour tous les acteurs que vous êtes, mais aussi pour nos partenaires, maires des grandes capitales, Bamako, Ouagadougou, Porto Novo, parce qu'ils ont et ils doivent avoir sur leur territoire de l'agriculture péri-urbaine, parce que ce sont évidemment des enjeux d'alimentation, mais aussi des



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

enjeux d'environnement à travers les circuits courts. Nous coopérons par exemple, avec l'appui de notre agence d'urbanisme, avec la ville de Ouagadougou sur cette ceinture verte qui permet effectivement à la fois de s'engager sur des enjeux environnementaux, mais aussi d'alimentation.

Alors puisque nous sommes, élus et associations, engagés dans ce combat, je crois qu'il nous faut renforcer les synergies que nous avons, acteurs, élus locaux engagés en coopération décentralisée, et puis associations. Nous le faisons ici de plus en plus, et nous en parlons à l'instant : Comment pourrions-nous travailler davantage sur cette question de l'agriculture péri-urbaine, qui engage les élus locaux des grandes villes que nous sommes ? Nous avons besoin de l'appui d'associations telles que la vôtre, experte en la matière. Et puis, renforcer cette synergie entre les acteurs de la coopération décentralisée que nous sommes et les associations, cela permet aussi autre chose. La coopération décentralisée qui est la mobilisation de nos expertises urbaines pour renforcer l'efficacité, les capacités de nos collectivités partenaires pour assurer les services essentiels à leurs concitoyens, c'est une étape importante qui permet d'avoir des coopérations concrètes. Renforcer nos partenariats avec les ONG, c'est aussi revenir à l'esprit des jumelages : la solidarité entre nos territoires, c'est la solidarité entre des hommes et des femmes, et la construction d'un dialogue, d'un esprit de paix. Je vous souhaite un joyeux anniversaire et une très belle soirée ici, à l'Hôtel de Ville de Lyon.



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Claude Roger, Président d'AVSF

Bonsoir à tous. Merci d'être là, si nombreux. Cela nous fait chaud au cœur. Je suis Claude Roger, président d'AVSF, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, qui fête aujourd'hui ses 35 ans d'action au service des organisations paysannes. Nous sommes heureux de le faire en présence des élus qui sont les plus impliqués sur ces questions de solidarité internationale dans la Région, M. Hubert Julien-Laferrrière, qui au nom de M. Collomb nous accueille ce soir dans cette mairie ; Mme Véronique Moreira qui, au Conseil Régional, nous accompagne de toute son énergie. Et aussi en présence, mieux, avec la participation du Ministre délégué au Développement.

Monsieur Canfin, nous sommes heureux et fiers que vous ayez fait ce déplacement, je dirais rien que pour nous, pour participer à cet anniversaire et à la rencontre de ce soir. Je sais que vous devez regagner Paris rapidement, et que vous nous quitterez donc tout à l'heure, en cours de soirée, après votre intervention, et évidemment pas question pour nous de vous faire rater le dernier train.

J'introduis tout de suite Mme Sylvie Le Calvez, journaliste et fondatrice de la revue "L'esprit village" pour qu'elle lance notre soirée sur le thème "Nourrir demain villes et campagnes : l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?"





Il y a au moins deux valeurs que je partage totalement avec AVSF. La première, c'est le fait de travailler avec les partenaires locaux, le fait d'être en permanence dans une logique non pas descendante, mais une logique de partage, de renforcement des organisations et des capacités de la société civile et des acteurs...

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Pascal Canfin, *Ministre délégué, chargé du Développement*

Bonsoir. M. le président, M. le directeur, M. le vice-président, Mme la vice-présidente, chère Véronique, c'est un grand plaisir pour moi d'être avec vous ce soir. Tous les discours d'élus commencent toujours par cette phrase. Parfois c'est formel, parfois c'est totalement sincère, et je peux vous dire que ce soir, ça l'est totalement parce que je suis vraiment ravi de pouvoir partager ce moment des 35 ans d'AVSF avec vous. Nous sommes de la même génération, à quelques mois près. Nous sommes là pour partager les fruits de 35 ans d'expériences, de valeurs, de pratiques au quotidien.

J'ai lu en venant, dans le train, le rapport d'activités de votre association, et à chaque page tournée, il y avait la confirmation que nous avons une vision du monde, de ce qui est souhaitable, de ce qui est utile, de ce qui est désirable, qui est tellement proche que je ne peux même pas dire qu'il y a une feuille de papier à cigarettes qui nous sépare. Donc je ne vais pas vous dire que nous sommes dans une confrontation d'idées, ce serait faux. Nous sommes au contraire dans une action convergente, commune, et moi je suis heureux de partager avec vous sur toutes les trouvailles que vous faites sur le terrain, toutes les expériences que vous menez, toutes les réussites mais aussi toutes les difficultés que vous rencontrez. Nous avons été en Haïti ensemble, et nous avons pu voir qu'il y avait encore énormément de travail. Mon rôle est de faire en sorte de lever les obstacles, et lorsque les réussites sont là, de faire en sorte qu'elles puissent se déployer dans tous les pays où vous pouvez opérer, dans tous les pays où la France est présente.

Nous sommes aujourd'hui, vous le savez, le 4^{ème} donateur mondial. 10% de l'APD mondiale vient du contribuable français, même si c'est toujours insuffisant quand on regarde les enjeux. Nous pouvons aussi nous dire que c'est un motif de fierté, et en tant que Ministre du Développement, je suis fier que la France puisse mener cette politique, puisse avoir une ambition qui est de contribuer à résoudre les problèmes des pays en développement, à la fois dans le domaine agricole, dans le domaine de la santé... Nous sommes les premiers bailleurs de fonds au monde, rapporté à la richesse de notre pays, en matière de santé. Nous avons une activité très forte dans le domaine du développement, et je crois encore une fois, même si cela est parfois trop méconnu, que nous pouvons en être fiers.

Il y a au moins deux valeurs que je partage totalement avec AVSF. La première c'est le fait de travailler avec les partenaires locaux, le fait d'être en permanence dans une logique non pas descendante, mais une logique de partage, de renforcement des organisations et des capacités de la société civile et des acteurs, de façon à ce que les initiatives qui sont prises, les expériences qui sont menées, les projets qui sont déployés, soient ensuite diffusés sans qu'il y ait besoin d'AVSF. Et c'est exactement là où j'essaye de renforcer notre politique de développement depuis un an que je suis en responsabilité : faire en sorte que les organisations non gouvernementales, au Nord comme au Sud, soient des acteurs qui bénéficient encore davantage de notre politique de développement. C'est pour ça que nous sommes engagés dans le doublement de la part de l'aide publique au développement française qui passe par les ONG. C'est donc 45 millions d'Euros, à la fin du quinquennat, qui seront versés davantage aux ONG du Nord, mais aussi aux ONG du Sud, de façon à ce que notre politique passe, certes, par des accords avec les Etats, par



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

le multilatéral (la Banque Mondiale, le Fond Mondial contre le SIDA, et d'autres organisations), mais aussi davantage par la société civile.

... la seconde valeur fondamentale que nous partageons, c'est le souci de la durabilité, de la soutenabilité, au cœur même de ce que vous faites.

Et puis la seconde valeur fondamentale que nous partageons, c'est le souci de la durabilité, de la soutenabilité, au cœur même de ce que vous faites. Vous n'êtes pas en train de dire "Il faut nourrir le monde, donc il faut augmenter la productivité, le rendement, n'importe comment", et puis "Ah, tiens, on a un petit problème, ça s'appelle le changement climatique", "Ah, on a un problème, ça s'appelle la perte de biodiversité", "Ah, on a un problème, c'est la sécurité alimentaire, c'est la désertification...". Non, vous essayez au contraire de nouer tous les termes de l'équation et de faire en sorte que tous les projets que vous développez soient à la fois productifs, intensifs, efficaces, parce que effectivement, c'est le thème de la soirée, il faut augmenter la production et la productivité en matière agricole au Sud. Mais en même temps vous le faites en intégrant dès le début les enjeux sociaux, fonciers, environnementaux, de soutenabilité. Et c'est exactement la philosophie qui m'anime.

Alors qu'est-ce qui a changé pour traduire cette philosophie, ces valeurs en actes depuis 13 mois maintenant ? Je ne vais pas faire un très long discours, et je me concentrerai sur la question de l'agriculture. Je suis assez fier de la nouvelle doctrine qui a été adoptée il y a quelques semaines par l'Agence Française de Développement, dont un des responsables est présent ce soir, dans le domaine de la sécurité alimentaire pour l'Afrique sub-saharienne : nous avons adopté un certain nombre de principes qui vont guider l'action de l'Agence Française de Développement dans le domaine des investissements agricoles. Laissez-moi vous dire les principaux :

- Le premier c'est de **donner la priorité aux agricultures familiales** ; c'est une tradition de la France, quelles que soient les majorités politiques, mais il vaut toujours mieux le mettre par écrit.
- Le deuxième élément, et cela c'est nouveau, **l'Agence Française de Développement ne financera plus, si elle l'a fait dans le passé, des projets qui intègrent de l'achat ou de la promotion de semences OGM**. C'est quelque chose qui peut faire débat dans un certain nombre de milieux ; ma conviction est que les semences OGM ne correspondent pas aux besoins des agricultures du Sud. Si tel ou tel Etat, si telle ou telle communauté souhaite s'engager dans cette voie, libre à elle de le faire, nous n'avons aucune leçon à donner d'aucune sorte. Mais nous, nous ne souhaitons pas être des vecteurs de diffusion des OGM, et donc nous ne financerons plus ces projets agricoles qui reposent sur l'achat et la diffusion de semences OGM.
- troisième principe : **tous les investissements agricoles de l'Agence Française de Développement devront respecter les grands principes dits de responsabilité**

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

sociale et environnementale de la FAO, et plus précisément du Comité de la Sécurité Alimentaire, à savoir l'instance des Nations Unies qui est le lieu de discussion entre l'ensemble des Etats, les entreprises, les ONG, pour définir les grands principes qui doivent guider les politiques publiques mondiales dans le domaine agricole. Il y a eu en 2012 l'aboutissement d'une négociation qui a défini un certain nombre de "principes volontaires", pour le respect des droits fonciers, de l'environnement, des droits des populations, pour la transparence dans les investissements, toutes choses qui permettent de lutter contre un phénomène dramatique que vous connaissez tous et qui s'appelle l'accaparement des terres. Eh bien, ces principes, ils sont de bonne qualité mais ils ne sont que volontaires. Et il faut maintenant passer à la seconde étape, c'est-à-dire **traduire ces principes dans le droit, et dans notre propre politique d'investissements agricoles**. Dorénavant, c'est fait, l'AFD ne pourra plus investir dans des projets agricoles qui ne respecteraient pas ces principes dans leur mise en œuvre.

Et puis nous accompagnons dorénavant un certain nombre de pays. J'ai signé avec le Président Macky Sall du Sénégal, en marge du G8 à Londres, il y a quelques jours, la Convention qui fait que nous accompagnons le Sénégal dans la grande réforme de son droit foncier, pour justement traduire ces principes volontaires dans le droit sénégalais, pour lutter encore plus efficacement contre l'accaparement des terres. Il faut également promouvoir les modèles agricoles familiaux. En 2014, c'est l'année internationale de l'agriculture familiale, et, avec Stéphane Le Foll, nous avons missionné Henri Rouillé d'Orfeuil que beaucoup d'entre vous connaissent, qui a un long passé dans le domaine de la solidarité internationale dans le cadre de Coordination Sud notamment. Nous l'avons missionné pour définir un certain nombre d'actions, de priorités pour la France dans cette année internationale des agricultures familiales. Et nous allons donner corps à cette ambition qui est à la fois de promouvoir des modes d'agriculture désirables, utiles, efficaces, et en même temps faire en sorte que les modèles que nous ne voulons pas voir se développer puissent être freinés. Et c'est un combat sur le terrain, vous le vivez tous les jours, mais c'est aussi un combat d'idées, à dimension géopolitique. Parce que quand on est

Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a qu'un seul modèle d'agriculture familiale pour nourrir le monde, il y en a une diversité. Mais nous considérons que notre rôle, c'est d'accompagner ceux qui sont le plus écologiquement intensifs, et ceux qui permettent de résoudre les différents termes de l'équation, à savoir notamment ceux qui suivent les principes de l'agroécologie. Nous sommes donc dans une bataille d'idées, géopolitique, sur les modèles agricoles, et nous sommes évidemment dans une bataille de la modernité au Sud.



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

au G8, on est face à des Etats (comme la controverse est publique, je peux citer les Etats-Unis) pour lesquels le modèle n'est pas précisément celui de l'agriculture familiale, sans OGM, durable et écologiquement intensive.

Et là, nous sommes dans une bataille d'idées, qui se mène dans les instances internationales. C'est pour ça que nous portons un regard critique sur l'initiative qui s'appelle la Nouvelle Alliance, qui a vocation à modifier un certain nombre de règles dans les pays africains pour favoriser les investissements agricoles sans pour autant tenir compte des réalités locales, des principes que je viens d'évoquer en matière de responsabilité sociale et environnementale, et surtout pour favoriser une agriculture tournée vers l'exportation, qui a sa place. Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a qu'un seul modèle d'agriculture familiale pour nourrir le monde, il y en a une diversité. Mais nous considérons que notre rôle c'est d'accompagner ceux qui sont le plus écologiquement intensifs, et ceux qui permettent de résoudre les différents termes de l'équation, à savoir notamment ceux qui suivent les principes de l'agroécologie. Nous sommes donc dans une bataille d'idées, géopolitique, sur les modèles agricoles, et nous sommes évidemment dans une bataille de la modernité au Sud. Vous le vivez tous les jours, nous en discussions avant cette réunion avec vos représentants pays au Mali, au Niger, au Sénégal. Il y a une bataille de "Qu'est-ce qui est moderne ?" pour un dirigeant africain aujourd'hui. Est-ce que ce qui est moderne, c'est de copier les grandes infrastructures des grandes plaines du Mid-West, ou même les nôtres, parce que évidemment rapportés aux Etats-Unis, nous avons une agriculture plutôt familiale, mais rapportés à ce qu'est le vécu quotidien de l'agriculture sénégalaise par exemple, nous avons nous-mêmes un degré de mécanisation, d'intensification, extraordinaire.

Quand on mène une politique en faveur du développement, si nous menons une politique agricole, une politique commerciale, une politique de la pêche qui est contraire aux enjeux de développement, on a évidemment un problème d'incohérence.

Nous sommes également toujours pris dans ce risque de double discours : "Faites ce que je dis, mais ne faites pas ce que je fais", et donc c'est en permanence un souci de cohérence. Avec Stéphane Le Foll, nous travaillons justement à la cohérence, en disant "Ce que nous faisons comme plaidoyer au Sud, essayons de nous l'appliquer à nous-mêmes". C'est pour ça que le concept d'agroécologie nous permet de nous retrouver, et c'est pour ça aussi que nous allons pour la première fois depuis 4 ans et demi tenir un Conseil Interministériel dédié à la cohérence des politiques de développement. Cela fait 4 ans et demi qu'il n'y a pas eu une seule réunion présidée par le Premier Ministre, avec le Ministre de l'Agriculture, le Ministre du Développement, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre du Commerce, le Ministre de la Pêche, pour dire : "Quand on mène une politique en faveur du développement, si nous menons une politique agricole, une politique commerciale, une politique de la pêche qui est contraire aux enjeux de développement, on a évidemment un problème d'incohérence. Ce sujet était en jachère depuis

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

4 ans et demi ; nous allons nous y remettre, et nous allons dès les prochains jours (puisque cette réunion aura lieu en Juillet) acter un certain nombre de choses qui assurent la cohérence de l'ensemble des politiques du gouvernement français au service d'un modèle, d'une vision, qui est celle que je crois nous partageons très largement dans cette salle.

Voilà quelques éléments que je voulais partager avec vous. D'autres sujets pourraient venir aussi sur la biodiversité, sur la lutte contre la déforestation, qui font partie des sujets qui sont actés ; par exemple, maintenant "pas de déforestation dans les projets que nous finançons". Et donc oui à l'augmentation de la productivité, oui à l'augmentation des rendements qui permettent justement de manière soutenable d'augmenter cette productivité sans pour autant avoir besoin d'aller contribuer à la déforestation. On est là sur une équation complexe, perturbée par le changement climatique. On sait que ça devient maintenant une des priorités absolues des politiques en Afrique sub-saharienne, pour ne parler que de cette région du monde. On pourrait parler aussi des petites îles fragiles et vulnérables qui sont aujourd'hui dores et déjà impactées par le changement climatique. Un rapport récent de la Banque Mondiale que vous connaissez, dit que la première menace sur la sécurité alimentaire dans le monde pour les prochaines décennies, c'est le changement climatique. Parce que l'on sait très bien que cela aggrave la désertification, cela diminue les rendements au Sud comme ici, et que nous avons un énorme problème dans les pays les plus pauvres, qui est celui de l'adaptation. Je sais que c'est une priorité pour AVSF. Nous allons héberger et accueillir la Conférence Climat en 2015 à Paris, la grande conférence qui doit trouver l'accord international sur le climat qui n'a pas été trouvé à Copenhague en 2009, où la communauté internationale s'est donnée 6 ans de plus. Le Président de la République a proposé que ce soit à Paris, et nous allons donc l'accueillir. Il se trouve que c'est la Ministre de l'environnement, Laurent Fabius et moi-même qui sommes en charge d'assurer pendant les 2 ans qui viennent cette présidence, de façon à espérer trouver l'accord international qui nous permettra de lutter efficacement contre le changement climatique. C'est un défi énorme, et pour y répondre, nous avons besoin de votre expérience, de l'expérience de tout le monde dans cette salle, parce qu'un des nœuds de l'équation c'est de trouver la relation entre le développement et la lutte contre le changement climatique. Si les pays du Sud estiment – de l'Inde en passant par les pays d'Afrique sub-saharienne, jusqu'à l'Amérique Latine -, que la lutte contre le changement climatique c'est quelque chose qui va les freiner dans leur développement, jamais ils ne signeront, et ils auront raison. Donc charge à nous dans les 2 ans qui viennent de faire la démonstration. Elle ne peut se faire que sur des cas concrets, dans la pratique, sur le terrain, de réussites, et vous en faites partie, qu'il y a bien une équation modèle qui permet de résoudre à la fois le défi alimentaire, le défi du développement et le défi de la lutte contre le changement climatique.

Je conclurai en disant que ces 35 dernières années ont été riches, et je crois que les 35 prochaines vont l'être encore plus. Je vous souhaite un très bon anniversaire. Merci beaucoup.





LYO
commun

Depuis
AVSF lutte
et la pauv

Traite

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Sylvie Le Calvez

Merci beaucoup Pascal Canfin. On ne peut que vous souhaiter bon courage pour l'organisation de la Conférence de 2015, puisque la tâche ne va pas effectivement être facile. Nous allons prendre quelques questions dans la salle.

Pascale Fresso, présidente de l'Alliance internationale pour les Objectifs du Millénaire, dont le siège est à Genève, et qui a une antenne en France. Je suis moi-même élue de Haute-Savoie et membre d'AVSF

J'aimerais, Monsieur le Ministre, avoir votre perception concernant les freins dans la mise en œuvre des objectifs du millénaire, qui ont pour but comme vous le savez la réduction de moitié de l'extrême pauvreté d'ici à 2015. D'après vous, quels sont les leviers pour renforcer le rôle de la France et des autres Etats, sachant que comme vous le savez, il ne reste plus que 2 ans ?

Pascal Canfin

Le premier frein est financier. Nous avons aujourd'hui maintenu notre effort budgétaire au service du développement, notamment en allouant au développement 10% de la taxe française sur les transactions financières. Ce qui fait qu'en ajoutant le budget de l'Etat, nous arrivons à un montant qui est le même que celui de l'année dernière. Je peux vous dire que dans le contexte budgétaire que chacun a en tête, c'est déjà en soi un acte fort que de dire : Ces dépenses-là ne baisseront pas parce que nous ne voulons pas faire payer notre crise aux plus pauvres. C'est un choix qui a été fait par l'ensemble du gouvernement, qui n'est pas celui que d'autres gouvernements ont fait, malheureusement : je pense à l'Espagne, à l'Italie, et à d'autres pays en crise. Et donc nous avons pour la première fois, si j'agrège les chiffres des principaux donateurs, une baisse de l'APD, ce qui explique qu'il est évidemment plus difficile d'atteindre les objectifs du millénaire.

Le second frein n'est pas financier. Il est lié au fait que parfois vous pouvez mettre beaucoup d'argent public, de toutes façons les objectifs ne seront pas atteints parce que la situation sur le terrain ne le permet pas. C'est le cas de tous les pays en crise. Je pense à la RDC, à la Centrafrique, évidemment au Mali... Là, le problème n'est pas tant le niveau financier et le montant, que la capacité sur le terrain des collectivités locales, des ONG, et bien évidemment des Etats, à délivrer des services qui permettent d'atteindre les objectifs du millénaire en matière de santé, d'éducation, de lutte contre la faim, contre la pauvreté. Et puis je dirais qu'il y a une troisième perspective qui je l'espère est plus positive, c'est qu'à côté de l'APD, il y a tout ce qui concourt au développement mais qui ne nous coûte rien : j'évoquais la question de la cohérence des politiques agricoles, commerciales, etc.

Il y a un sujet qui me tient beaucoup à cœur et sur lequel nous avons fait énormément de progrès ces six derniers mois, c'est la question de la transparence sur les ressources extractives : le gaz, le pétrole, l'or, le manganèse, l'uranium...





Nous avons gagné des batailles qui étaient engagées depuis des années, poussées par la société civile, pour faire en sorte que les ressources issues de l'exploitation des ressources naturelles soient gérées de manière transparente : que l'on sache exactement quels sont les flux financiers entre les grandes entreprises (y compris les nôtres mais pas seulement) qui opèrent dans les pays où les objectifs du millénaire se posent, les plus pauvres, et les Etats. Aujourd'hui, jusqu'à présent, ces flux sont opaques. Et cela aboutit à la "malédiction des matières premières", c'est-à-dire à des pays qui ont des richesses naturelles extraordinaires, et qui pour des raisons de mauvaise gouvernance, appelons les choses par leur nom, de corruption, font que ces richesses sont capturées et s'évadent vers des paradis fiscaux. En assurant cette transparence, non seulement pays par pays, mais projet par projet, nous mettons en place les conditions pour que l'argent aille vers les budgets nationaux, et donc permette de financer des politiques de santé, de développement, qui permettront d'atteindre les objectifs du millénaire.

Je conclus en disant que je n'arrive pas à me résigner au fait qu'un pays d'Afrique – je ne dirai pas lequel – bénéficie par exemple d'un milliard d'euros de recettes de l'exploitation du pétrole, et que ce milliard par an n'aille pas au budget de l'Etat. A un moment donné, il faut aussi que chacun prenne sa part de responsabilité. C'est scandaleux. Là-dessus, en mettant de la transparence, nous sommes en train de faire bouger les lignes.

Paul Vermande, Président du Collectif Haïti de France

Il y a dans la salle plusieurs associations qui travaillent avec Haïti. J'ai lu dans un récent rapport de la Cour des comptes que la France n'avait pas répondu aux propositions de dons qui avaient été faites après le séisme de janvier 2010 ; il manque quelques 150 millions d'Euros. Alors je voudrais savoir par rapport à Haïti où vous êtes allé, ce que vous pensez faire. Je crois que le soutien à l'agriculture familiale est vraiment quelque chose de très important. Je me permets de souligner que nous avons mis en place des centres de valorisation des déchets urbains, notamment avec fabrication de compost, et son utilisation en agroécologie : est-ce une filière qui pourrait être soutenue ? Pour l'instant, l'AFD soutient des gros projets dans les villes, mais je crois que c'est très important de mettre en place ce système dans les villages, dans les petites villes et dans les quartiers périphériques des grandes villes.

Pascal Canfin

Je connais le rapport de la Cour des comptes sur Haïti. Je sais aussi que les engagements qui avaient été pris par Nicolas Sarkozy à l'époque étaient extrêmement importants, qu'ils ont été tenus pour l'essentiel y compris par le précédent gouvernement, pas totalement j'en conviens, mais pour l'essentiel. Haïti aujourd'hui, sincèrement, pour y avoir été - un certain nombre d'organisations y sont, la vôtre également - ça n'est pas d'abord un problème d'argent de la communauté internationale, c'est un problème d'efficacité de l'action locale, de capacité de l'Etat d'agir en matière d'éducation, de

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

santé, d'agriculture. L'enjeu est de refaire en sorte qu'il y ait une administration qui fonctionne. Parce qu'il y a eu énormément d'argent qui est arrivé sur Haïti et avec un résultat réel, sinon ce serait vraiment catastrophique, mais qui demande encore à être amélioré en termes d'efficacité des politiques publiques locales. Je ne suis pas en train de renvoyer la responsabilité sur les autres, nous avons notre propre part de responsabilité, mais encore une fois, si on veut que ça marche, il faut que les deux conditions fonctionnent. Il y a des pays où ça fonctionne admirablement : le Ghana, par exemple, a fait un effort extraordinaire après des années de crise, il en est de même pour le Mozambique ou la Tanzanie ou d'autres, parce qu'ils ont mis en place une bonne gouvernance, un système fiscal qui permet de collecter des impôts, ce qui fait que derrière ça décolle. L'aide internationale est donc importante, mais les conditions locales du développement le sont encore plus, et à Haïti, force est de constater qu'on n'en est pas encore là.

Sur les déchets, je suis tout à fait d'accord avec vous, et nous y travaillerons avec la nouvelle directrice de l'AFD, Anne Paugam, qui a été nommée le 2 Juin. Je pense qu'il y a peut-être des progrès à faire dans la façon dont l'AFD aborde ces questions, en tous cas c'est ma vision des choses ; et on peut s'inspirer, pour améliorer ce qu'on fait avec l'Agence Française de Développement, des initiatives portées par vos associations à Haïti ou par la Fondation de l'Aga Khan au Mali par exemple. Elles ont des gestions des déchets qui en font une ressource. Et c'est cela qui est fondamental : penser le déchet comme une ressource et faire en sorte qu'on ne passe pas par la case incinérateur qui est celle que nous, nous avons vécue. C'est un peu comme le téléphone. En Afrique, il y a très peu de téléphones fixes ; il n'y en a jamais eu, et il n'y en aura pas : ils sont tout de suite passés de rien du tout au téléphone portable. Il y a 10 millions de téléphones mobiles au Kenya. C'est plus facile de payer à Nairobi avec son téléphone portable, qu'à Paris, New York ou Lyon. Donc sur la gestion des déchets, essayons de ne pas reproduire nos propres modèles, mais d'innover, d'inventer, pour gagner une génération.

Philippe Collin, paysan.

Monsieur le Ministre, l'évocation permanente de la transparence dans les échanges, est-ce que ce ne serait pas par hasard une façon un peu plus propre d'accepter la globalisation croissante des échanges, la mise en concurrence internationale pour tous les pays, les uns contre les autres, dont on voit les effets dévastateurs dans l'ensemble des sociétés, y compris la nôtre ? On pourrait être très transparents dans les accords bilatéraux Union Européenne-Etats Unis, et accepter les importations massives de soja ou de maïs américain. Est-ce que cette transparence ne veut pas dire qu'à un moment donné on ne veut plus rien faire pour protéger nos sociétés et celles du Sud ?

Bénédicte Hermelin, directrice du GRET

Vous avez parlé de votre action sur l'AFD pour réorienter ce qui est fait en matière de soutien à l'agriculture, et toutes les ONG qui ont travaillé aussi sur



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

ce cadre stratégique ont soutenu ce que vous avez fait et nous en sommes extrêmement contents. Maintenant vous avez un autre organisme à notre avis extrêmement important sous votre responsabilité qui est un des fleurons de la France, qui s'appelle le CIRAD, le Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement. Alors ma question est très simple, M. le Ministre : comment allez vous faire en sorte que le CIRAD lui aussi s'implique dans l'agroécologie ? Vous avez dit que vous ne vouliez plus que des projets d'agriculture avec des OGM soient financés par l'AFD, est-ce qu'on peut être certain que le CIRAD ne fait pas de recherche sur les OGM ?

Pascal Canfin

Sur la transparence d'abord : J'ai parlé de l'exploitation des ressources naturelles, et de la transparence des flux financiers qui passent par les paradis fiscaux. J'imagine que vous serez d'accord avec cet agenda. Donc la transparence ce n'est pas un mot magique pour tout. Il y a je pense énormément à gagner dans cet agenda.

La question des relations commerciales entre l'Union Européenne et les Etats-Unis, ce n'est pas une question de transparence, c'est une question de choix collectif, sur l'exception culturelle, sur les OGM, sur la question du bœuf aux hormones et sur d'autres sujets, c'est une question de choix et de préférences collectifs. La France – on n'est pas là pour faire l'apologie du gouvernement, mais ça fait plaisir- s'est énormément battue, au-delà de l'exception culturelle, pour que les préférences collectives, en l'occurrence sur les OGM et le bœuf aux hormones, soient bien précisées explicitement dans le mandat de la Commission européenne pour faire en sorte que l'on puisse à la fin, si les résultats de la négociation ne respectent pas ces préférences collectives, dire non. Donc les choses sont en place. Ensuite, ceux qui ne sont pas totalement convaincus de la pertinence politique de ces préférences collectives, ils peuvent être par exemple Commissaires en charge de ces négociations, vont dire "oui, mais tout ça c'est relatif, c'est moi qui ai la main, c'est la Commission qui négocie". Il y a une négociation, qui a un début et qui a une fin. Si à la fin les préférences collectives ne sont pas respectées, il n'y aura pas de signature de la France, comme il n'y aurait pas eu de signature de la France si l'exception culturelle n'avait pas été respectée.

La deuxième question : d'abord merci pour le soutien aux évolutions en matière agricole. Ce n'est pas tous les jours que les ONG sont contentes de ce que fait le gouvernement. Donc quand c'est le cas, je ne peux que m'en féliciter et j'en suis ravi. D'ailleurs, il y aura le 3 Juillet une réunion de restitution à l'Agence Française de Développement de l'ensemble du processus de concertation qui a été fait, vous le savez bien. Cette réunion sera l'occasion de faire le point pour parler des éléments de post-débat, et puis pour se dire comment on assure le suivi. Parce que ma responsabilité politique c'est évidemment de mettre en place de nouvelles doctrines, de nouveaux principes, mais c'est aussi de faire en sorte qu'ensuite ils soient appliqués. Parce que sinon parfois l'intendance ne suit pas. Charge maintenant aux ONG, à moi, à l'AFD, de définir – c'est ça l'objectif de la réunion qui a lieu



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

dans quelques jours - les modalités de suivi de ce cadre en matière agricole. On l'a fait en matière énergétique, comme on le fera demain sur d'autres sujets comme la biodiversité, la forêt ou les investissements urbains.

Sur les OGM, je suis allé moi-même au CIRAD il y a quelques jours à Montpellier, et je ne peux pas répondre positivement à la question posée. Il y a un sujet parce qu'il y a débat. D'abord parce qu'il n'y a jamais eu de demande de positionnement sur ce sujet de la recherche publique sur les OGM pour le Sud. Jusqu'à présent il n'y avait pas de principes politiques qui nous guidaient dans un sens ou dans un autre. En ce qui concerne le CIRAD, je souhaite qu'effectivement on puisse débattre de cette question et qu'on puisse travailler avec l'ensemble des tutelles, notamment le Ministère de la Recherche, sur ce sujet. Cette question de la recherche, c'est une prochaine étape. Néanmoins, au-delà de cette question particulière, on peut être fiers d'avoir plus de deux mille chercheurs, d'avoir la plus grande force de frappe au monde de recherche pour le développement.

Avant de partir, je veux vous remercier de ce que vous faites parce que les grandes idées, les combats politiques n'existent que s'ils s'appuient sur des pratiques, sur des choix comme les vôtres, partout dans le monde. Et c'est l'articulation entre les deux qui fait qu'on gagne ensemble. C'est extraordinaire qu'on puisse échanger et mesurer le chemin qui commence à être parcouru, même si en face de nous, on a des acteurs économiques qui pensent exactement l'inverse de ce que vous venez de dire. On sait que c'est un combat, et qu'il n'est pas perdu, charge à nous de le gagner. Il y a une lumière devant nous, une étoile, qui fait que nous sommes motivés, vous au quotidien et moi en tant que responsable politique. Bonne soirée et merci.





agronomes
vétérinaires
SANS FRONTIÈRES
www.avsf.org

Pour que les Hommes vivent de la Terre durablement



1978

contre la faim
et pour le monde

VILLE
DE
YON



L'agroécologie c'est donc surtout repartir du principe que le sol, l'eau, les arbres et les plantes ont des potentialités naturelles qu'il faut optimiser sans les détruire. C'est un peu le principe de la terre nourricière, la "terre mère", comme disent les paysans andins, dont on peut se servir, mais à laquelle il faut restituer ses capacités de production.

► 1. L'agroécologie : quel potentiel technique pour répondre aux défis alimentaire et environnemental ?

Sylvie Le Calvez

Nous allons donc continuer nos échanges sur trois thématiques :

L'agro-écologie, ça sert à quoi concrètement ? Quels sont ses atouts d'un point de vue technique, mais également social et économique ? Et puis revenir sur tous les points que Pascal Canfin a déjà largement évoqués : les freins, les blocages et les leviers pour que l'agroécologie ne soit plus simplement un rêve, mais une réalité ici et là-bas.

Cette table ronde permettra de débattre d'expériences au Sud et au Nord.

Alors commençons : c'est quoi le potentiel de l'agroécologie en termes de rendements et de productivité ? Est-ce que finalement avec l'agroécologie, on peut s'en sortir et résoudre les problèmes alimentaires ? Et puis en premier lieu, qu'est-ce que c'est que cette agroécologie dont on parle ?

Sarah Métais, Coordinatrice nationale d'AVSF en Bolivie

Agro-économiste de formation, Sarah Métais travaille depuis près de 15 ans dans la région andine pour AVSF. Elle a été impliquée dans plusieurs programmes de développement rural et d'irrigation paysanne dans les Andes du nord et centrales de l'Equateur, en contact direct avec les communautés paysannes, notamment indiennes. Actuelle coordinatrice nationale d'AVSF en Bolivie, Sarah Métais assure la supervision de plusieurs projets en étroite relation avec les pouvoirs publics boliviens et les collectivités locales : appui à des organisations paysannes indiennes de l'altiplano sur les filières de qualité de laine de lama, du quinoa, de pomme de terre dans des approches agroécologiques et de préservation d'environnements fragiles, appui à l'installation récente de paysans sans terres dans la région "orientale" et au développement de l'agroécologie, promotion de marchés paysans locaux avec les organisations paysannes, les collectifs et les associations de consommateurs. Sarah Métais a contribué à plusieurs publications en espagnol sur l'agroécologie, l'agriculture paysanne et la gestion durable des ressources naturelles dans le contexte bolivien.

Bonsoir à tous, merci d'être venus si nombreux à cette table ronde. Il faut sans doute commencer par une rétrospective de ce qui s'est passé dans les années de l'après-guerre : pour répondre à la question de l'alimentation, toute la révolution verte se met en place, et l'on part du principe que les énergies fossiles vont rester disponibles en grandes quantités et peu chères pendant très longtemps. Donc on



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

construit un modèle de production agricole qui se base sur cette disponibilité et sur la consommation d'énergies fossiles. A partir de là, dans les années 80 et 90, on commence à réaliser et mesurer l'impact de ce modèle très productiviste : problèmes de pollutions, chômage dans les zones rurales, concentration de la terre notamment dans les pays du Nord. Donc il y a un nouveau modèle, des alternatives qui sont repensées en utilisant des innovations, mais aussi les savoirs qui étaient présents avant la révolution verte, notamment dans les pays du Sud.

L'agroécologie c'est surtout repartir du principe que le sol, l'eau, les arbres et les plantes ont des potentialités naturelles qu'il faut optimiser sans les détruire. C'est un peu le principe de la terre nourricière, la "terre mère", comme disent les paysans andins, dont on peut se servir, mais à laquelle il faut restituer ses capacités de production. Pratiquement, cela veut dire qu'on cherche à promouvoir une agriculture paysanne, qui valorise la main d'œuvre de la famille et qui soit la plus autonome possible : moindre dépendance aux intrants, aux énergies fossiles surtout, et puis une diversité de productions, une complémentarité entre agriculture et élevage sur la ferme, un maintien de la biodiversité des semences, des cultures, des productions animales, une utilisation du fumier comme fertilisant. En termes de connaissances, surtout, l'agroécologie se base sur la récupération des savoirs paysans : il faut reconnaître que la science a apporté des solutions et améliorations, mais qu'il y a aussi tout un savoir paysan accumulé depuis des millénaires, qui est présent mais qui a souvent été oublié et qu'il faut récupérer face à cette crise.

Il faut reconnaître aussi que si les paysans des pays andins se tournent vers l'agroécologie ou se maintiennent dans de tels systèmes, ce n'est pas seulement par conviction, c'est aussi parce que les prix des intrants, semences, pesticides et autres produits chimiques, sont tellement élevés que cela rend l'agriculture conventionnelle impossible à pratiquer.

Deux exemples du décalage entre agriculture conventionnelle et agroécologie : Les semences paysannes utilisées depuis des siècles dans le monde représentent à peu près 2 millions de variétés. A partir des années 1970, la science a produit 8000 nouvelles variétés végétales, donc beaucoup moins que celles issues de l'expérience et de la pratique paysanne. L'élevage conventionnel utilise 5 espèces ; les systèmes paysans en utilisent près de 40. Et on pourrait multiplier les exemples.



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Françoise Reiller, agricultrice

Françoise Reiller, exerçait le métier d'agricultrice jusqu'au 1^{er} Janvier 2013 près de Grenoble dans le Massif de Belledonne, dans un GAEC qui emploie huit associés à plein temps, et qui produit notamment des yaourts, du fromage blanc avec 45 vaches Montbéliardes en production biologique. Engagée dans le développement local dans le massif de Belledonne, puis dans la bio, elle a assumé la Présidence départementale de la Fédération des agriculteurs bio, puis régionale jusqu'à fin avril 2013 (CORABIO).

Je me suis installée en 1979 dans un GAEC familial avec mon frère et ma mère, avec un super projet de développement où on multipliait la production laitière par trois, en passant de 15 à 45 vaches laitières, et puis très vite on s'est rendu compte que ça ne fonctionnait pas : nous sommes sur le massif de Belledonne, assez défavorisé au niveau géographique, avec de la pente et des coteaux très séchants. On est certifiés en agriculture biologique depuis 1989.

Quand nous sommes sortis de l'école d'agriculture, on nous avait inculqué un modèle, avec un message qui était "Produisez, nous nous occupons du reste". Pour nous, c'était "Faites du lait", mais on s'est rendu compte assez vite que ça infantilisait les agriculteurs, et qu'on ne réfléchissait pas sur la destination de nos produits. Les vaches de mon père faisaient 3500 litres de lait par an, en Isère on en est maintenant à 7 ou 8000 litres, et nous on est à 5000 litres avec un très bon bilan économique. Mais ce sont les difficultés financières qui nous ont très vite montré que ce modèle qui était fait pour fonctionner en plaine n'était pas adaptable à la montagne. L'ensilage de maïs, par exemple, c'est une hérésie totale ; il fallait faire tout de suite de l'herbe, qui nous donnait une autonomie en unités fourragères,

**L'autonomie c'est la base de l'agriculture biologique :
Il faut faire fonctionner la terre qui, elle, fait fonctionner
les cultures qui nourrissent nos animaux, et qui après
nous nourrissent : c'est toute une chaîne.**

en protéines, bien meilleure qu'avec du maïs. Très rapidement, c'est ce concept d'autonomie qui nous a fait basculer vers l'agriculture biologique, parce que c'est quand même là où on va le plus loin, même si ça n'est pas écrit dans le cahier des charges. C'est comme ça que ça fonctionne. L'autonomie c'est la base de l'agriculture biologique : il faut faire fonctionner la terre qui, elle, fait fonctionner les cultures qui nourrissent nos animaux, et qui après nous nourrissent : c'est toute une chaîne. Alors qu'à l'école d'agriculture on nous apprenait une partie : on fait venir un camion avec des engrais ou des semences de maïs, on fait du lait, et puis il y a un autre camion qui vient chercher le lait.

Mais pour nous en montagne, avec un prix du lait au même niveau qu'en plaine, ça n'était pas tenable. Alors la deuxième démarche, ça a été de transformer pour gagner en autonomie de vente, et puis il fallait aller beaucoup plus loin : comme



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

on a un métier qui est très peu rémunérateur, nous sommes autonomes dans la construction de nos bâtiments, on essaye d'être le plus autonome possible en mécanique parce que le mécanicien agricole est à 55 ou 60 euros de l'heure. Nous au bout de 35 ans, le Centre de Gestion nous dit que nous avons une très bonne ferme, nous enregistrons toutes nos heures de travail, mais notre rentabilité, dimanches et heures supplémentaires compris, c'est 10 euros de l'heure. Mais on est contents parce que comme on est obligés de faire au moins 200 heures de travail par mois, finalement on gagne notre vie.

Visionnez la vidéo : agriculture industrielle et agroécologie : une autre agriculture est possible, AVSF 2012

<http://www.avsf.org/fr/posts/1350/full/agroecologie-vs-agriculture-industrielle>



Marc Dufumier, Professeur émérite AgroParisTech

Ingénieur agronome et enseignant-chercheur, Marc Dufumier a dirigé la chaire d'agriculture comparée à AgroParisTech (ancien INA Paris-Grignon). Il a été impliqué dans de nombreux projets de développement agricole, en France comme à l'étranger, et milité dans diverses associations de solidarité internationale. Il a notamment réalisé de nombreux séjours dans les pays du Sud en appui à des politiques de réforme agraire, des programmes de sécurité et de souveraineté alimentaire et des projets de développement agricole et rural. Expert auprès de la FAO et de la Banque mondiale, il est régulièrement sollicité par les gouvernements étrangers confrontés à des crises alimentaires ou agricoles. Il est depuis 2007 membre du Comité de veille écologique de la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme (FNH), et a participé à ce titre au Grenelle de l'environnement. Il est également président de l'association pour la Fondation René Dumont.

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Son dernier ouvrage : Agriculture biologique : espoir ou chimère ? coécrit avec Gil Rivière-Wekstein et Thierry Doré, collection Le Choc des idées, Le Muscadier, 2013

L'agriculture industrielle est une réalité. Il faudrait l'opposer à une agriculture artisanale, inspirée de l'agroécologie. Mais avant de condamner l'agriculture industrielle, il faut s'interroger : pourquoi en est-on arrivé là ? Très rapidement, je pense que c'est lié à la volonté apparente de produire toujours plus au moindre coût. C'est les économies d'échelle. Quand on a mis au point des variétés dites améliorées, on ne les a pas mises au point pour 3 km² ; en France, c'était du Pas-de-Calais jusqu'à la Camargue et de la Bretagne jusqu'à l'Alsace. Maintenant, quand d'autres veulent mettre au point des OGM – on a investi des milliards dans cette affaire – c'est pour le monde entier. Donc il y a une volonté de mettre au point une variété passe-partout que l'on va tenter d'imposer, et ces variétés qui sont capables effectivement de donner de très hauts rendements, il faut être très honnête : elles ont été sélectionnées dans des stations expérimentales et elles peuvent donner ailleurs chez les agriculteurs de hauts rendements, mais à la condition qu'on répète les conditions de la station expérimentale, c'est-à-dire zéro chenilles, zéro nématodes, zéro araignées, zéro ceci, zéro cela, donc à condition qu'on utilise beaucoup de produits en "-cide", qui sont des produits qui tuent. Et quand vous mettez des produits qui tuent, vous avez toujours un mutant résistant qui va commencer à proliférer, et vous allez découvrir que le puceron résistant n'a plus de coccinelles pour le manger parce qu'elles ont été détruites par le pesticide. Donc ça aboutit à toute une série de déséquilibres écologiques, ce que montrait le montage vidéo. Il va falloir y mettre fin. Ensuite, l'agriculture industrielle concerne des agriculteurs pour qui non seulement le matériel leur a été un peu imposé, mais ensuite le cahier des charges imposé par l'agro-industrie, c'est "s'il vous plaît, produisez-nous des matières premières". Un abattoir, s'il veut traiter des canards, il faut que les canards arrivent tous de la même forme, tous du même poids ; donc on donne aux éleveurs des canetons tous apparentés, ils reçoivent tous la même nourriture, et c'est la condition pour que ça puisse être robotisé. Donc, s'il vous plaît messieurs les éleveurs, produisez-nous de la matière première, maintenant on dit même du "minerai". Du minerai de cheval qu'on a mis dans les lasagnes.

Une rizière, c'est un écosystème absolument fabuleux, très diversifié : Il y a du riz, des escargots, des poissons, des canards qui picorent les mauvaises herbes et les insectes prédateurs du riz, etc. Quand on y met des pesticides, il n'y a plus de canards, plus de poissons, plus d'escargots, et du coup on est obligé d'aller un peu plus loin pour élever des poissons... On a tout faux.



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Donc les agriculteurs se retrouvent un peu coincés entre un amont qui leur fournit une très faible biodiversité domestique, et un cahier des charges qui leur est imposé par l'agro-industrie. Et pour faire leur revenu, les gens ont essayé de produire des matières premières au moindre coût, sauf les résistants qui ont découvert que finalement, coincés entre les deux, on ne gagnait peut-être pas autant. Et on est en train de découvrir aujourd'hui que le lait pas cher nous coûte très cher : nous payons des impôts pour retirer les algues vertes du littoral breton, pour épurer les eaux, et nos légumes pas chers, c'est une espérance de vie en bonne santé qui sera sans doute de 10 ans de moins pour les jeunes générations exposées très jeunes à ces pesticides aujourd'hui. C'est dans 30 ans qu'on pourra dire que c'est avéré, mais donc ça nous coûte extrêmement cher.

Donc à l'agriculture industrielle il va falloir opposer une autre forme d'agriculture qui va être totalement différente. C'est toute notre agriculture, chez nous et dans les pays du Sud, qui devra envisager d'autres évolutions, et qui sera effectivement, on en reparlera un peu plus tard, beaucoup plus artisanale, beaucoup plus soignée, et qui essaiera de valoriser au mieux ce que vous appelez les cycles naturels. Un bocage, ça n'a rien de naturel : c'est l'homme qui a créé cet écosystème à la fois performant, riche en biodiversité, résilient... Une rizière, c'est un écosystème absolument fabuleux, très diversifié : il y a du riz, des escargots, des poissons, des canards qui picorent les mauvaises herbes et les insectes prédateurs du riz, etc. Quand on y met des pesticides, il n'y a plus de canards, plus de poissons, plus d'escargots, et du coup on est obligé d'aller un peu plus loin pour élever des poissons ... On a tout faux. Mais cette agriculture artisanale, elle est capable d'être plus productive à l'hectare. Dans les pays du Sud qui sont déficitaires, et qui veulent moins dépenser pour se nourrir, il est indispensable qu'ils augmentent le rendement à l'hectare. L'agriculture artisanale peut être "écologiquement intensive" ou "intensément écologique".

Sylvie Le Calvez

On ne va pas s'en sortir si on n'a pas une augmentation de la productivité. Est-ce que l'agroécologie va réellement permettre d'avoir une productivité suffisante ? Est-ce que cela ne va pas être difficile, dans des sols pauvres d'Afrique, sans engrais chimiques par exemple ?

Jean-Luc François, chef de la division agriculture, développement rural et biodiversité de l'Agence Française de Développement

Depuis septembre 2009, Jean-Luc François anime la division "Agriculture, développement rural et biodiversité" de l'AFD. Après avoir travaillé en Thaïlande, au Congo, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et en Éthiopie en tant qu'expert auprès des administrations, il a occupé différentes fonctions au sein du Ministère français des affaires étrangères et européennes. Fonctionnaire, Jean-Luc François est docteur vétérinaire, inspecteur général de la santé publique vétérinaire. Il a notamment supervisé la rédaction du cadre d'intervention sectoriel "sécurité alimentaire" de

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

L'AFD récemment approuvé (1^{er} trimestre 2013) dans lequel l'agroécologie et l'agriculture familiale occupent une bonne place.

L'expression d'agriculture "écologiquement intensive" traite bien de la préoccupation d'une intensification des rendements dans les espaces aujourd'hui cultivés. Et une problématique très particulière sans doute aux agricultures paysannes du Sud, notamment en Afrique sub-saharienne, c'est une baisse de fertilité, une dégradation très rapide de la qualité des sols. On est absolument convaincus, tous les agronomes le disent, avant même qu'on parle d'agroécologie, que la question de la teneur en matière organique des sols est la clé du problème. Le sujet traîne dans les traités d'agronomie tropicale avant même que je ne m'en pré-

On est absolument convaincus, tous les agronomes le disent, avant même qu'on parle d'agroécologie, que la question de la teneur en matière organique des sols est la clé du problème.

occupe : gérons, remontons le niveau de matière organique des sols, travaillons dans des logiques de polyculture-élevage. On redécouvre cela. Comme l'a dit Marc Dufumier, en agriculture pluviale en particulier, si on peut réembarquer un certain nombre d'agriculteurs qui étaient dans des logiques d'extensification vers une intensification écologique, il faut les mettre en position de repenser toujours à maintenir voire augmenter la matière organique dans les sols. Sauf qu'aujourd'hui, au Sud comme au Nord, les dispositifs publics de vulgarisation que les bailleurs de fonds ont soutenus, y compris l'AFD, ont fait l'économie d'un effort particulier sur la fertilité des sols, et sont allés comme partout dans le monde vers la facilité d'une fumure minérale. On est aujourd'hui dans un certain nombre de situations où, pour remonter la teneur en matière organique des sols, il faudra de toute façon un petit coup de pouce initial de fumure minérale. Mais la question de l'agroécologie ne nous semble plus aujourd'hui tellement conceptuelle ; elle est de savoir comment on s'engage et comment on permet aux agriculteurs du Sud de redécouvrir ou de remettre à grande échelle, compte tenu des besoins alimentaires imposés par la démographie, des pratiques qui leur permettent de tenir dans la durée. Il y a un consensus aujourd'hui sur l'agriculture écologiquement intensive. Là où le débat persiste, c'est sur la panoplie des techniques et des options que nous rangeons dans la grande famille de l'agroécologie. On peut en débattre.



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

Mais la question de l'agroécologie ne nous semble plus aujourd'hui tellement conceptuelle ; elle est de savoir comment on s'engage et comment on permet aux agriculteurs du Sud de redécouvrir ou de remettre à grande échelle, compte tenu des besoins alimentaires imposés par la démographie, des pratiques qui leur permettent de tenir dans la durée.

Marc Dufumier, AgroParisTech

Pour moi, l'agroécologie, c'est ce que l'agronomie n'aurait jamais dû cesser d'être. Le travail des agriculteurs, ce n'est pas "Je travaille le sol, je sème une variété, j'entretiens un troupeau, séparément". L'objet de travail d'un agriculteur, c'est un écosystème. On va avoir du carbone, de l'azote, de l'eau, des coccinelles, des carabes, des mésanges, c'est tout ça. Chaque fois qu'il y a un acte technique quelque part, il y a des interactions que les agronomes devraient s'efforcer d'expliquer, en rendant intelligible le fonctionnement complexe de ces écosystèmes aménagés par les agriculteurs. Alors au risque d'être réducteur, vous dépensez de l'énergie qui vient du soleil. La photosynthèse sert aux plantes à fabriquer des calories alimentaires qui fournissent la ration énergétique. Je ne veux plus voir un rayon du soleil tomber à terre. Il faudrait que tous les rayons du soleil tombent sur des feuilles capables de faire de la photosynthèse : on gagnerait les calories alimentaires dont nous avons besoin. L'énergie solaire est une énergie naturelle, renouvelable, et je vous propose de faire un usage intensif des ressources naturelles renouvelables.

Ce qui coûte, c'est le terrain. Une fois qu'on l'a, faisons l'usage le plus intensif possible de l'énergie solaire. Fabriquer du sucre, de l'amidon, des lipides, c'est-à-dire des hydrates de carbone. La plante trouve le carbone dans le gaz carbonique de l'atmosphère où il y en a trop. La mauvaise nouvelle, c'est que le gaz carbonique c'est un gaz à effet de serre, mais l'excellente nouvelle c'est que les agriculteurs font un usage intensif du carbone, permettant à la plante de prendre le gaz carbonique, retenir le carbone et relâcher l'oxygène. Faites-le sans retenue, messieurs et mesdames les agriculteurs/trices. Avec le carbone, vous fabriquez du sucre, de l'amidon, des lipides, pourquoi pas des pailles, et quand vous enfouirez les pailles, pourquoi pas de l'humus. Troisième bonne nouvelle, si vous voulez des protéines, sachez qu'il faut rajouter de l'azote qui représente 79% de l'air. Donc messieurs et mesdames les agriculteurs/trices, faites un usage immodéré de l'azote pour fabriquer des protéines. Mettre de l'azote sur un hydrate de carbone pour fabriquer une protéine, c'est coûteux en énergie, mais il y a des plantes qui savent utiliser l'énergie solaire pour faire cela avec l'aide de microbes. Ce sont les légumineuses : luzerne, trèfles, sainfoin, lotier, pois-chiche, arachide, soja, le pois Bambara, le pois d'Angole...



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Sylvie Le Calvez

Oui, mais ça veut dire qu'il faut super-bien s'y connaître. Est-ce qu'on apprend ça dans les écoles ?

Marc Dufumier, *AgroParisTech*

Non, mais dans les champs on l'apprend. Et donc les agronomes seraient bien inspirés de mener leurs recherches chez les agriculteurs pour essayer de comprendre tout cela. Cette agriculture inspirée de l'agroécologie, elle est artisanale, elle est intensive en emplois, elle est savante.

Et donc les agronomes seraient bien inspirés de mener leurs recherches chez les agriculteurs pour essayer de comprendre tout cela. Cette agriculture inspirée de l'agroécologie, elle est artisanale, elle est intensive en emplois, elle est savante.





Pour moi, l'agroécologie, c'est ce que l'agronomie n'aurait jamais dû cesser d'être. Le travail des agriculteurs, ce n'est pas "Je travaille le sol, je sème une variété, j'entretiens un troupeau, séparément". L'objet de travail d'un agriculteur, c'est un écosystème.

► 2. L'agroécologie : quelle réponse à des questions de société : l'emploi agricole et rural, la rémunération des producteurs, des produits de qualité pour les consommateurs, le maintien des paysages, une meilleure articulation villes-campagne, etc. ?

Sylvie Le Calvez

L'agroécologie n'est pas qu'une approche technique ! J'ai compris qu'AVSF défend une approche large de l'agroécologie, incluant le social et le commercial ? Sarah, je rappelle que vous venez de Bolivie ; comment cela se passe concrètement en Bolivie, sur les autres impacts de l'agroécologie : social, création d'emploi, etc. ?

Sarah Métais, AVSF

L'agroécologie c'est une proposition de changement dans les pratiques agricoles, une récupération des savoirs paysans, un retour aux fondamentaux de l'agriculture. Mais l'agroécologie implique aussi d'autres changements, en particulier dans les modèles de distribution et de consommation des produits alimentaires. On a longtemps entendu dire que le marché réglerait la question de la distribution, que l'accès aux aliments y compris des plus pauvres serait résolu, si on arrivait à ouvrir suffisamment les frontières pour que les aliments circulent. Il y a quelques années, on ne parlait pas encore tant de qualité des aliments produits, c'était d'abord un problème de production et redistribution des aliments au niveau planétaire. Or l'agroécologie ne pourra être une réalité que si les modèles de distribution et de

... l'agroécologie ne pourra être une réalité que si les modèles de distribution et de consommation changent, c'est-à-dire si les consommateurs commencent aussi à être sensibles aux types d'aliments qu'ils consomment et demandent des aliments de qualité différente.



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

... dans les pays du Sud, l'alimentation des villes provient déjà pour près de 70% des petites fermes paysannes. Mais c'est cette connexion entre producteurs et consommateurs qui est encore à développer, de même que tous les process de transformation à la ferme, ou maîtrisée par des organisations paysannes.

consommation changent, c'est-à-dire si les consommateurs commencent aussi à être sensibles aux types d'aliments qu'ils consomment et demandent des aliments de qualité différente. Et de rappeler ici le titre d'un livre de Marc Dufumier qui mentionne bien la "malbouffe au Nord". Or cette demande dans de nombreux pays au Nord comme au Sud émerge peu à peu.

Cela implique aussi qu'il y ait des acteurs forts pour promouvoir ces modèles de production et de consommation : des organisations paysannes qui puissent s'organiser pour accéder à des crédits, une assistance technique, de l'eau, de la terre, pour produire de façon agroécologique. Des Etats et des collectivités territoriales qui facilitent l'organisation de marchés paysans où producteurs et consommateurs se rencontrent, parlent, échangent. Des lieux où les consommateurs comprennent comment sont produits leurs aliments, d'où ils viennent, quelles sont les techniques utilisées pour les produire, quels problèmes les agriculteurs et agricultrices rencontrent...

AVSF promeut ce type d'initiative dans les Andes. Au Pérou par exemple, nous avons appuyé la mise en place d'un marché paysan au cœur de la ville touristique de Cuzco. Il y a encore 10 ans, les agricultrices des alentours venaient vendre leurs légumes assises sur le trottoir, avec une sorte de petite natte étendue à terre pour les présenter. Au fil des années, ces hommes et femmes paysannes ont lutté pour mettre en place un véritable marché paysan, et obtenir de la mairie un espace en plein cœur de la ville. Ce marché rassemble aujourd'hui tous les samedi plus de 2000 producteurs et près de 30 000 consommateurs de classes populaires pauvres et classes moyennes. Il permet la vente de produits de qualité agroécologiques en circuit court, des échanges d'informations et au final une bien meilleure rémunération des producteurs.

En Haïti, AVSF a soutenu un réseau de production et de commercialisation de lait de petites fermes paysannes à partir de mini-laiteries en milieu rural, distribué en particulier dans les cantines scolaires : c'est un exemple où l'Etat intervient fortement pour subventionner l'achat et la distribution d'aliments de d'origine paysanne, et pour faire parvenir à une population vulnérable, les enfants scolarisés de 2 à 5 ans, des produits de très bonne qualité nutritionnelle et produits dans le pays.

Dans ces deux exemples, j'aimerais souligner que le rôle des femmes est essentiel : pour la production, ce sont elles qui s'occupent du semis, des petits animaux de la ferme, poules, cochons, cochons d'Inde là où ça se mange. Elles se chargent aussi de la commercialisation en direct en particulier sur les marchés paysans. Ces



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

démarches de circuits courts ont considérablement renforcé leur place, leur auto-estime et leur autonomie économique.

N'oublions pas que dans les pays du Sud, l'alimentation des villes provient déjà pour près de 70% des petites fermes paysannes. Mais c'est cette connexion entre producteurs et consommateurs qui est encore à développer, de même que tous les process de transformation à la ferme, ou maîtrisée par des organisations paysannes.

Visionnez la vidéo : l'agroécologie : 5 minutes pour comprendre, AVSF, 2013

<http://www.avsf.org/fr/posts/1352/full/5-minutes-pour-comprendre-l-agroecologie>



Françoise Reiller, agricultrice

Pour maintenir des emplois en agriculture, il faut développer les circuits courts, les filières de proximité. En Rhône-Alpes, il faut savoir que c'est un agriculteur sur quatre, toutes agricultures confondues, qui fait de la vente directe, et en agriculture biologique, c'est un sur deux. Donc soit la vente à la ferme, soit le système des AMAP¹ et des paniers, soit les livraisons sur des magasins, Biocoop ou des choses comme ça. On a aussi beaucoup développé la restauration collective avec la Région Rhône-Alpes, donc mon lycée par exemple mange bio. Il y a aussi une opération avec la Région qui est "Manger bio en entreprise" ; il y a ainsi 9 entreprises de la région qui ont contractualisé, et l'année prochaine certainement 15. On n'a pas encore exploré le secteur hospitalier parce que c'est difficile, mais là aussi il y a quelque chose à faire. Et puis on fait tout un travail de fourni qui démarre, qui s'appelle "Famille et alimentation positive" : l'objectif est de se dire que les familles changent de façon de consommer et qu'il faut leur apprendre à consommer bio en achetant dans des endroits différents à budget constant. Parce vous savez bien qu'on dit souvent "Ah mais l'agriculture bio c'est pour les riches". Oui, mais pas seulement. Justement, des familles défavorisées, par les centres sociaux, apprennent à se nourrir différemment. La Région du Nord autour de Lille est très avancée avec les groupements d'agriculteurs bio, et là, avec le Service Environnement, on démarre cette procédure : apprendre aux familles à acheter différemment et à se nourrir différemment, avec des produits locaux et sains.

¹ Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne



LYON
communauté

Pour maintenir des emplois en agriculture, il faut développer les circuits courts, les filières de proximité.

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Sylvie Le Calvez

Vous êtes très optimistes. Quand on vous entend, on se dit que vraiment on avance vite. Personnellement, je n'avais pas toujours cette vision. Je sais qu'en Rhône-Alpes, on favorise énormément les circuits courts, c'est une région pionnière, et vous citez également le Pas de Calais. Je vous vois pleine de confiance dans le développement des circuits courts. Qu'en-est-il au Sud ?

Jean-Luc François, AFD

Quand on regarde l'Afrique sub-saharienne, comme cela a été dit, on est dans des circuits assez directs en effet. Jusque là, les paysans africains ont réussi à nourrir des villes en croissance très rapide. On a des chiffres récents, c'est plus de 80% de l'alimentation des villes africaines côtières qui est assurée par les marchés locaux. On surévalue souvent le risque que représentent les importations. Ça porte sur quelques produits : oléagineux, riz, lait. Mais globalement les agriculteurs africains ont réussi, et avec des produits qui ne sont pas des produits transformés, qui sont des produits bruts. On a découvert aussi récemment par des enquêtes que même en zones rurales, une large part de l'alimentation est achetée dans des circuits très courts puisqu'on achète pratiquement au voisin. Donc ce qui change notre perspective, c'est que l'agriculteur familial n'est pas dans une logique d'autoconsommation, il est déjà dans une logique de commercialisation, il est très intégré à des circuits simples, relativement courts, pour des produits peu transformés. La question qui est posée est la suivante : avec la dynamique démographique assez extraordinaire que connaît le continent africain, 800 millions d'habitants aujourd'hui, 2 milliards dans 40 ans, avec des grosses villes, est-ce que les paysans africains vont suivre, ou bien est-ce que les villes seront de manière croissante (la tendance est quand même là), davantage alimentées avec des produits importés ? C'est un choix qui n'est pas que technique, agroécologie ou pas, qui est bien politique, lié à la part des revenus que les ménages urbains vont pouvoir consacrer à leur alimentation. Cela renvoie à la question des prix que peuvent offrir les agriculteurs dans des techniques agroécologiques. Dès lors qu'on sera en intensification, on peut espérer qu'ils seront compétitifs en effet, mais peut-être qu'il y aura une période de transition qui sera difficile parce que des pays qui se lanceraient dans un vrai retour à une agriculture agroécologique pourraient avoir des moments difficiles vis-à-vis de produits importés et il y aurait une vraie difficulté pour des gouvernements à

Le défi qui est posé sous le label agroécologie, ce n'est pas simplement de remobiliser la nature au profit de la productivité, mais c'est aussi penser la qualité de vie et le niveau de revenu des agriculteurs qui vont mettre en œuvre cette agroécologie.



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

accepter le renchérissement des produits.

Deuxième sujet difficile : c'est l'équilibre des revenus entre ruraux et urbains. Quand vous êtes dans des ratios démographiques où 70% de la population est en zone rurale et 30% dans les villes, vous avez 7 paysans pour nourrir 3 urbains. Arriver à une réduction des écarts de revenus entre agriculteurs et urbains, ce qui est l'objectif sensé de tout gouvernement, ça va poser des problèmes : quel revenu pour les agriculteurs ? Cela va dépendre des dépenses en moins sur des intrants en agroécologie, de ce qu'ils pourront produire avec des techniques agroécologiques, mais aussi peut-être avec la taille des exploitations agricoles qui doit augmenter.

On le voit très bien aujourd'hui dans beaucoup de zones, contrairement à ce qu'on pourrait penser, on a déjà quelques problèmes de main d'œuvre parce que des jeunes ne sont pas si intéressés que ça à rester faire un métier dur, pénible, pour un niveau de revenu qui – peut-être rêvent-ils, mais pas tant que ça – restera inférieur à celui qu'ils auront dans toutes les opportunités qu'offre une mégapole, aussi désagréable soit-elle par ailleurs. Donc cette question de qualité de vie et de niveau de revenu me paraît déterminante dans l'évolution de l'agriculture. Le défi qui est posé sous le label agroécologie, ce n'est pas simplement de remobiliser la nature au profit de la productivité, mais c'est aussi penser la qualité de vie et le niveau de revenu des agriculteurs qui vont mettre en œuvre cette agroécologie.

Françoise Reiller, agricultrice

Chez nous, les choses ont beaucoup changé. Pendant 30 ans, on a consciencieusement vidé les campagnes, c'était un choix politique, et on y est très bien arrivé. Mais aujourd'hui, il y a un vrai engouement des jeunes pour retourner travailler à la terre. Je pense que ça provient du fait que les villes ont montré leurs limites, qu'il y a un taux de chômage très important, et que ce n'est pas si facile que ça de vivre dans les grandes villes. Aujourd'hui, en Isère, depuis 10 ans, 40% des jeunes qui s'installent ne sont pas des fils de paysans ; ils ne sont pas issus directement de l'agriculture. Après, les jeunes rêvent beaucoup d'une installation en maraîchage, avec une vente directe auprès des consommateurs. Ils ne veulent pas s'installer dans un circuit classique, et j'ai des collègues qui eux cherchent des associés en production laitière par exemple, en production de viande, et qui en trouvent difficilement. Mais en bio, on en trouve beaucoup plus facilement parce qu'elle est très attractive. Nous, nous avons eu dans notre ferme beaucoup de demandes pour s'associer parce que la démarche plaît, et parce qu'on a construit une ferme de petite dimension, qu'il n'y a pas d'énormes parts à racheter, et que nous avons aussi réfléchi à notre autonomie par rapport aux banques : nous n'avons pas un gros endettement, et nous avons des bâtiments vieux, le plus jeune tracteur a 17 ans, alors ça ne fait pas "clean", mais on n'est pas endettés, c'est très important. Et cet engouement-là est super, parce que ce sont les jeunes qui arrivent d'ailleurs qui amènent des idées nouvelles. Et vraiment l'agriculture a besoin d'un grand coup de balai, d'idées nouvelles.

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Marc Dufumier, AgroParisTech

L'agriculture paysanne qui a inspiré l'agroécologie n'est pas "bisounours". Mais c'est l'agriculture industrielle, l'agriculture capitaliste qui, elle, est très cruelle. Au Brésil, les grandes propriétés sont aux mains de gens qui n'investissent que du capital et qui eux-mêmes habitent la ville, et qui font des calculs économiques, qui regardent leur taux de profit, combien ça coûte pour employer des gens ou pour épandre du glyphosate pour désherber du soja transgénique, et qui choisissent le désherband et envoient les ouvriers dans les bidonvilles. Le propre de l'agriculture capitaliste est de maximiser ses taux de profit, (à l'inverse de l'agriculture paysanne qui travaille pour son propre compte et s'inscrit dans le pays), et de remplacer les gens par des machines pour produire au moindre coût. Dans peu de temps, si on met vraiment fin aux quotas laitiers en France - je parle de la Bretagne, région sinistrée -, deux-tiers des éleveurs laitiers vont disparaître en Bretagne, et le tiers qui restera aura acheté des robots de traite pour être compétitif sur le marché mondial, et sera endetté jusqu'à la fin de sa vie. Ce matin, j'étais dans une exploitation lait bio pour le Comté, dans le Jura, les 2 associés sur 40 ha me disaient - certes il y a la traite du matin et du soir qui est très contraignante -, mais chacun travaille 30 heures par semaine et ils sont heureux.

Sachez aussi que quand vous êtes en Colombie ou au Venezuela, c'est quand même vrai qu'être cireur de chaussures dans un coin de rue en ville, cela rapporte plus que d'être en agriculture manuelle sur un minifundium. Tant que dans le pays vous avez des écarts de revenus de 1 à 200, vous aurez toujours le coopérant ou le militaire ou le ministre qui va employer des domestiques, et les domestiques vont se faire cirer les chaussures... Bref, la redistribution des rentes fait qu'il y a attraction de la ville, et que travailler manuellement sous les tropiques, c'est quand même extrêmement difficile. Alors il n'y a pas 36 solutions. D'abord, c'est quand même porteur de danger : M. Moubarak, M. Ben Ali, M. Wade, qu'en pensez-vous ? Jouer à la carte "c'est plus rémunérateur d'être vendeur de journaux, cireur de chaussures, etc. en ville, avec la précarité malgré tout de ces emplois informels", et de renoncer à être agriculteur dans les campagnes parce que les prix agricoles sur les marchés intérieurs sont concurrencés par nos surplus de poudre de lait, de céréales, de sucre et de poulets Doux tout venant, on leur fait le plus grand tort. Si on n'autorise pas les pays du Sud à se protéger de nos excédents vivriers, à mettre des droits de douane, à rendre plus chère l'alimentation, y compris pour les gens des villes, mais plus rémunérateurs pour les gens des campagnes, vous allez voir les émeutes de la faim se multiplier. Là évidemment vous allez avoir des droits de douane, qui

Oui, il faut que les agriculteurs, à l'abri de droits de douane, puissent dégager des revenus suffisants pour autofinancer leur agriculture, passer d'une agriculture manuelle à l'agroécologie, à la culture attelée, fabriquer du fumier effectivement.



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

serviront à créer des chantiers à haute intensité de main d'œuvre pour que les gens qui vont devoir acheter leur alimentation plus cher aient les revenus pour pouvoir l'acheter plus cher.

Dans la question des contraintes du développement qui était posée tout à l'heure, M. Pascal Canfin a dit que ce sont d'abord des questions financières. Oui, il faut que les agriculteurs, à l'abri de droits de douane, puissent dégager des revenus suffisants pour autofinancer leur agriculture, passer d'une agriculture manuelle à l'agroécologie, à la culture attelée, fabriquer du fumier effectivement. Mais si les gens n'ont pas les moyens de s'équiper en charrettes, en traction animale, produire du fumier, fertiliser leurs champs, évidemment ils vont rester à l'agriculture manuelle et finalement ils vont partir en ville.

Ceci étant, regardez bien : les pays qui ont remboursé leur dette extérieure en Asie du Sud-Est, ce sont des pays moins urbanisés que l'Amérique Latine qui est encore endettée. Vous allez découvrir que vouloir rééquilibrer les prix en faveur d'une agriculture ou faire des réformes agraires comme on l'a fait à Taïwan, en Corée du Sud, ou le post-collectivisme en Chine et au Vietnam, eh bien vous découvrez quand même que ces pays, malgré des prix plus chers en ville et malgré une agriculture qui produit et qui est mieux rémunérée, ce sont quand même ces pays qui réussissent leur industrialisation.



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Sylvie Le Calvez

Merci. Nous verrons dans la dernière partie de cette table-ronde comment on peut soutenir, cette agroécologie et obtenir des effets de levier. Pour l'heure, nous prenons quelques questions de la salle.

Laurence Martin, présidente de l'association Anima Africa.

Nous avons une action en Ethiopie, dans les Montagnes du Simen, dans le nord, on cultive le teff, une céréale endémique, et l'on est obligé de déboiser pour cultiver les terres, mais celles-ci ne sont plus assez riches pour nourrir la population. Donc les gens partent en ville, mais là c'est surtout la prostitution qui les attend. Afin d'éviter que tous ces jeunes partent, nous avons eu l'idée de mettre en place un programme d'écotourisme comme alternative à l'agriculture. Qu'est-ce que vous en pensez ?

Jean-Luc François, AFD

Vous posez la question des revenus non agricoles dans les zones rurales. Que peut-on faire ? Il y a peut-être des opportunités écotouristiques dans les montagnes du Simien, mais il y a une espèce d'utopie, je m'excuse de le dire, de croire qu'on va faire tout un tas d'activités au fin-fond des campagnes africaines et que les gens pourront sortir de l'agriculture et vivre mieux. Le contexte économique de la plupart des territoires ruraux africains est et restera l'agriculture. Donc il faut bien trouver des solutions dans l'agriculture, et éventuellement dans des activités très liées comme la transformation locale, l'artisanat nécessaire pour l'équipement des exploitations agricoles. Dans les pays anglophones, notamment en Ethiopie, on a eu une idéalisation des opportunités d'emplois non agricoles. C'est très différent en France aujourd'hui où la diversité des activités économiques dans certains territoires ruraux, dans des logiques de revitalisation, est très réelle. Mais ça n'est pas transposable aujourd'hui.

Yves Gimbert, directeur de recherche au CNRS

Vous avez peu parlé de l'utilisation des terres dans nos régions à nous. Quand on voit à quelle vitesse galope la périurbanisation autour des villes, Grenoble, au cœur des vallées alpines... Dès lors qu'on refuse de densifier les villes et qu'on n'arrive pas à limiter la périurbanisation, les gens font très vite de longues distances, et ils s'installent près des axes autoroutiers et des chemins de fer, pas sur les pentes, c'est-à-dire dans la vallée fluviale, en monopolisant des terres qui se prêtent à l'agriculture et sur lesquelles on construit. On n'arrive pas à se donner les moyens d'agir. Est-ce qu'il ne va pas y avoir un problème ?

Deuxième remarque concernant l'éducation : il faut une rééducation des agriculteurs auxquels on a donné de mauvaises façons d'agir. Mais est-ce



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

qu'il n'y aurait pas aussi une rééducation des consommateurs à faire ? Dans les 40 ans passés, comment a évolué en pourcentage le budget alimentaire d'une famille moyenne ? Il y a 50 ans, on n'avait pas beaucoup de moyens de dépenser son argent dans des loisirs, de la téléphonie mobile, ... ; on avait les moyens de se payer une alimentation saine et correcte. Actuellement, avec les possibilités qu'on a d'utiliser son argent pour des tas d'autres choses, on s'aperçoit que le budget sur lequel on rogne le plus est l'alimentaire. Comment faire pour aller contre ?

Ludovic Larbodière, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, membre du conseil d'administration d'AVSF

Je pense que nous sommes tous persuadés qu'évoluer vers l'agroécologie est une bonne chose. La question est : comment évoluer, comment gérer les transitions entre des modes de production conventionnels et agroécologiques, ce qui n'est pas facile au Nord, malgré les politiques qui peuvent être mises en place, malgré l'accompagnement qui peut être apporté, malgré les éventuelles compensations de pertes de revenus qui peuvent survenir dans ces transitions. La question se pose aussi des délais de ces transitions. Dans les pays du Sud, on voit bien qu'il y a une demande alimentaire extrêmement élevée et qui s'accroît notamment dans les grandes villes, et on a la prolifération d'élevages intensifs de volailles et de porcs en périphéries des grandes agglomérations. La demande est là, il y a une production de type intensif qui se développe pour répondre à la demande, et gérer une transition agroécologique dans ce contexte, ça n'est pas évident. Il y a des pertes de productions, ça met du temps à se mettre en place, et on sait aussi que si ce n'est pas l'agriculture locale qui fournit la demande, ça risque d'être d'autres pays : du poulet du Brésil, de la poudre de lait de Nouvelle Zélande, etc. Il y a une course de vitesse pour gérer l'augmentation galopante de la demande alimentaire dans certains pays.

Michel Prost, Agronome, Délégué régional AVSF Bourgogne

Vous avez tous présenté comme inéluctable la corrélation entre agriculture biologique et agriculture artisanale. Dans nos pays du Nord, les pressions sociales, économiques et politiques pour aller vers l'agriculture biologique sont fortes. Les mêmes pressions sont moins fortes pour protéger l'agriculture artisanale. J'aimerais avoir votre avis là-dessus.

Pierre Ricaud, économiste au RONGEAD

Ma question s'adresse à mon ancien professeur M. Dufumier. L'agriculture bio, l'agriculture raisonnée, l'agriculture biodynamique sont des agricultures extrêmement techniques. Elles peuvent peut-être se pratiquer en Amérique du Sud avec des populations qui sont au moins alphabétisées et structurées. En Afrique, on a des populations rurales qui dans leur grande majorité ne sont pas alphabétisées, sont peu structurées, et ont très peu accès à

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

l'encadrement technique. Est-ce que dans ce contexte là l'agroécologie n'est pas un peu idéaliste ?

Marc Dufumier, AgroParisTech

Il y a les pays où déjà l'agriculture industrielle a imposé ses dégâts et où il nous faut corriger le tir. C'est le cas en France et dans des pays qui ont réalisé leur révolution verte avec les variétés à hauts rendements, les engrais chimiques, et surtout les phytosanitaires. Et par ailleurs il faut bien distinguer les pays qui sont très déficitaires pour leur alimentation, en ville notamment, et où pour des raisons multiples, socio-économiques et autres, la révolution verte classique n'a pas eu lieu. Dans les endroits où on est arrivé à de très hauts rendements à l'hectare moyennant de très forts coûts en énergie, en monnaie, en dégâts environnementaux à l'hectare, l'affaire est hyper difficile, et on le voit bien en France dans un premier temps. Le passage à l'agriculture bio peut accroître les revenus, la valeur ajoutée à l'hectare, mais ça se traduit par une diminution de rendement. Il est clair que si un jour vous voulez faire du colza biologique et que vous êtes seul, alors que vous avez tous les parasites résistants du fait des pesticides du voisin, et que les prédateurs de ces parasites ont eux aussi été détruits par les pesticides du voisin, il est évident que ça ne peut se traduire que par une baisse de rendement. Donc il est vrai que le passage d'une agriculture à hauts rendements (mais pas forcément à haute valeur ajoutée à l'hectare, j'insiste là-dessus) à une agriculture bio dans nos pays européens, se traduit par une diminution de rendements. On découvre dans certaines productions, laitière en particulier, que parfois on peut assez vite redresser la production de lait par vache ; enfin en termes de valeur ajoutée à l'hectare, c'est évident, elle devient supérieure.

Par contre si vous êtes quelque part au Niger où le rendement est de 600 Kg de céréales à l'hectare et que vous voulez le multiplier par trois sous un parc arboré de néré, de carité, en jouant sur l'agroécologie, alors là c'est d'emblée que vous pouvez accroître les rendements par voie agroécologique, y compris avec des paysans analphabètes. **Je le dis très clairement : Oui, il y a des possibilités dans les pays les plus déficitaires, où les rendements sont encore dérisoires aujourd'hui. Il est parfaitement possible d'accroître les rendements par une agriculture intensément écologique, en faisant un meilleur usage des ressources naturelles renouvelables, et en étant plus économe des énergies fossiles, avec si possible zéro produits toxiques.** Je n'ai aucun doute là-dessus, dans un très grand nombre d'agro-écosystèmes.

Pour ce qui est du délai de la transition vers l'agroécologie, ce n'est pas un problème technique. Ce n'est pas l'analphabétisme qui en est la cause, ce sont les conditions politiques. Quand le même arbre peut servir d'arbre fourrager et de fertilisant pour le sol, il arrive que parfois ceux qui sont plus agriculteurs et ceux qui sont plus éleveurs se le disputent. L'appropriation des ressources naturelles dans les régions où il y a une démographie galopante est un vrai problème. On se dispute les ressources plutôt que de les valoriser et mieux, de façon la plus intensément écologique. Mais faites très attention : y compris dans des pays comme le Burundi, le Rwanda, en Ethiopie où



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

Il y a une très forte densité de population, il est encore parfaitement possible parfois avec des formes d'agroforesterie, d'accroître encore les rendements en faisant un usage plus intensif des ressources naturelles. Techniquement, dans la plupart des écosystèmes, on est en mesure de proposer des solutions. Regardez le nombre de rayons du soleil qui ne servent à rien. Regardez l'eau qui ne s'infiltré pas dans le sol et qui ruisselle vers la rivière : elle ne servira pas à la transpiration des plantes et à la photosynthèse. Regardez tout ça, vous allez être techniquement très optimistes. Politiquement par contre, je ne vous cache pas que quand on est déjà à deux doigts de la guerre civile entre agriculteurs et éleveurs, là effectivement les délais risquent d'être malheureusement très longs, et on peut craindre le pire dans certains endroits.

Encore une remarque concernant le chimique opposé au naturel. Je crois que pour des raisons historiques, l'agriculture bio au XIX^{ème} siècle a opposé d'emblée le chimique au naturel. Je crois que la vraie opposition aujourd'hui est la suivante : est-ce qu'on neutralise les insectes ravageurs, ou est-ce qu'on les tue, même avec des pesticides naturels. Homéopathie, allopathie, etc. Je crois qu'il nous faut voir le fondement même des agroécosystèmes, et vous allez découvrir aussi que des pesticides naturels ont les mêmes défauts que certains pesticides chimiques. Donc attention, pour des raisons parfaitement compréhensibles, l'agriculture bio s'est insurgée contre le chimique parce que c'était l'agriculture industrielle, mais attention, c'est un peu plus compliqué. Moi je plaide pour l'agroécologie : on reprend les fondements, les cycles du carbone, de l'azote, de l'eau, des éléments minéraux, des coccinelles, des carabes, des mésanges, des limaces et autres, et vous allez voir ; on peut progresser, même avec des paysans analphabètes. Je remercie les paysans analphabètes de m'avoir appris à lire notamment certains paysages agraires qu'on ne m'avait jamais enseignés à l'école.

Sarah Métais, AVSF

Je voudrais réagir sur le thème de l'occupation de l'espace, et des conflits d'usage de la terre. C'est quelque chose qu'on n'a effectivement pas dit : **l'aménagement concerté de l'espace et la gestion du territoire et de ses ressources sont fondamentaux si on veut promouvoir l'agroécologie.** A AVSF, nous travaillons sur cela dans presque tous nos projets : il faut que les différents acteurs, soient-ils paysans, éleveurs, urbains, entrepreneurs, collectivités, etc., puissent déterminer de manière concertée le partage équitable de l'usage des ressources mais également celles à préserver, celles qui sont stratégiques, l'eau, la forêt, etc. Il faut que tous ces acteurs parviennent à se mettre d'accord sur l'usage et le futur des différentes ressources, des différents espaces qui sont présents sur le territoire.

Autre point : quand on parle d'agroécologie, les analphabètes comme le dit Marc Dufumier, ce ne sont pas les paysans, ce sont les agronomes. **Il y a un fort courant de pensée en Amérique Latine qui dit qu'il faut totalement repenser le cursus académique en agronomie, parce qu'aujourd'hui les écoles d'agronomie en Amérique Latine continuent à former des ingénieurs qui sont dans le moule de la révolution verte et de l'agroindustrie.**

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Jean-Luc François, AFD

Dans mes fonctions, **je rencontre pas mal de Ministres de l'Agriculture, et je crois que le discours que nous tenons ici en faveur de l'agroécologie est à l'opposé complet de leurs conceptions d'aujourd'hui. Ils sont très orientés sur la révolution verte et sur une modernisation de l'agriculture dans le sens de grandes exploitations commerciales, mécanisées, intensives. Donc le premier pas de la transition vers l'agroécologie c'est de faire un travail de conviction, et de leur montrer qu'il y a une nouvelle modernité : le retour à une agronomie plus intelligente, plus compliquée, plus sophistiquée qui est une agroécologie.** A cet égard, le fait que M. Le Foll ait commandité un rapport rédigé récemment par Mme Guillou, ça change beaucoup de choses, parce qu'on peut lui dire : "Ce n'est plus un problème des ONG, d'AVSF, ou de Marc Dufumier, de Michel Griffon, etc. C'est devenu la politique en Europe, c'est ça la nouvelle agriculture moderne. Donc vous pouvez faire l'économie du passage par la case "révolution verte" qui a des externalités négatives importantes. Mais ce sera déjà un effort de conviction extrêmement important, parce qu'ils ne sont pas du tout sur ces trajectoires-là. On a quand même besoin de la mobilisation, aussi faible soit-elle, de l'appareil d'Etat, pour reconsidérer les cursus de formation des ingénieurs agronomes, des techniciens, etc. On nous demande à l'AFD de financer ces nouvelles politiques pour changer d'échelle. Le parc arboré des zones sahéniennes dont on sait très bien à partir de plein d'études, comme le rappelait Marc Dufumier, que ça marche et que c'est une solution, comment en fait-on une vraie politique nationale ? Et comment toutes les ressources dont disposent ces Etats - ressources de "cash for work" en cas de crise, programmes de la Banque Mondiale ou de l'AFD d'appui à la vulgarisation des résultats de la recherche agronomique – peuvent-elles se mobiliser autour de cet objectif ?

Deuxième chose, concernant l'aménagement du territoire et l'urbanisation : les coopérations décentralisées qui sont souvent des coopérations de ville à ville ont une responsabilité et une capacité d'action considérables. **Ce que je constate, c'est que dans tous les pays où nous travaillons, on développe un tissu urbain qui a exactement tous les défauts de notre propre tissu urbain construit au cours des 100 dernières années : étalement urbain, temps de transports invraisemblables... Du coup, construire des circuits courts devient extrêmement coûteux. Donc il faudrait repenser l'aménagement du territoire, et les relations des villes avec leur hinterland agricole qui est un vrai sujet des années à venir.** Je reviens de Pékin, que j'avais connu en 1978 comme une ville cycliste ; il n'y a plus un vélo dans Pékin, parce que les gens qui travaillent dans Pékin sont désormais à 1h30 de vélo de leur lieu de travail, ça n'est plus possible. On entre dans un autre mode de vie, dans un autre mode d'organisation et dans un autre mode d'alimentation.





La question qui est posée est la suivante : avec la dynamique démographique assez extraordinaire que connaît le continent africain, 800 millions d'habitants aujourd'hui, 2 milliards dans 40 ans, avec des grosses villes, est-ce que les paysans africains vont suivre, ou bien est-ce que les villes seront de manière croissante (la tendance est quand même là), davantage alimentées avec des produits importés ? C'est un choix qui n'est pas que technique, agroécologie ou pas, qui est bien politique, lié à la part des revenus que les ménages urbains vont pouvoir consacrer à leur alimentation.

► 3. Promouvoir agroécologie : quelles conditions et politiques institutionnelles ?

Sylvie Le Calvez

Je vous propose d'attaquer la dernière séquence de cette soirée que nous avons déjà abordée un peu tout au long du débat sur les conditions politiques et institutionnelles pour promouvoir l'agroécologie, en commençant par l'intervention d'un ancien d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières : Dacian Ciolos qui est maintenant Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, grâce à un message qu'il a enregistré pour nous.

Dacian Ciolos, Commissaire européen à l'agriculture
et au développement rural

Retrouvez l'enregistrement de Dacian Ciolos sur :

<http://www.youtube.com/watch?v=Z4bnm9FWbGw>

De nationalité roumaine, ingénieur agronome et doctorant en économie du développement agricole (de 2000 à 2005), à l'École nationale supérieure agronomique de Montpellier, Dacian Ciolos est ancien collaborateur du CICDA, devenu AVSF. De 1999 à 2001, il en fut le Représentant en Roumanie et responsable d'un projet de développement rural dans les Carpates roumaines. De janvier 2002 à janvier 2003, il est délégué de la Commission Européenne en Roumanie en tant que Task Manager d'agriculture et développement rural / SAPARD. À partir de janvier 2005, Dacian Ciolo rejoint le Ministère de l'Agriculture de Roumanie, d'abord en tant que conseiller du ministre, ensuite en tant que représentant du gouvernement roumain auprès du Conseil de l'Europe (2005-2007) et finalement en tant que ministre de l'agriculture et du développement rural (2007-2008). Le 9 février 2010, le Parlement européen a investi Dacian Ciolos en tant que Commissaire à l'Agriculture dans la Commission Barroso II.

Chers amis, tout d'abord je regrette de ne pas être présent physiquement avec vous, je l'aurais souhaité sincèrement, mais dans cette période je dois être présent physiquement à Bruxelles et me concentrer sur la fin du processus de négociation pour adopter la réforme de la Politique Agricole Commune, je l'espère avant les vacances d'été. Mais j'espère trouver une autre occasion pour venir vous rendre visite puisque j'ai un très bon souvenir de la période où je travaillais avec le CICDA



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

qui est maintenant inclus dans AVSF puisque vous avez de façon très intelligente fait le regroupement avec VSF. J'ai beaucoup appris dans cette période de travail avec le CICDA en Roumanie. Je pourrais dire d'une certaine manière que j'ai capitalisé personnellement l'expérience que certains de mes collègues du CICDA avaient sur la coopération et le développement à l'extérieur de l'Union européenne, et cela m'a été très utile dans le travail que j'ai réalisé et que je réalise maintenant en tant que Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural. J'ai vu que vous avez choisi un sujet de discussion très large qui vise la manière dont notre agriculture pourra mieux développer ces concepts d'agroécologie, et de quelle manière cela peut se combiner avec l'agriculture familiale ici dans l'Union européenne, et comment nous pourrions travailler à ce concept dans les programmes de développement aussi à l'extérieur de l'Union européenne (...).

C'est pour ces raisons que dans la réforme actuelle de la Politique Agricole Commune, je souhaitais mettre l'accent sur une place à faire à l'agriculture locale, pour les petites exploitations, justement pour les accompagner dans ce processus de restructuration sans être sous la pression d'un modèle quelconque, mais aussi l'accent sur les circuits courts de commercialisation, sur l'organisation des producteurs, sur le développement des marchés locaux, pour justement répondre aussi à cette attente de la part des consommateurs pour des produits de qualité, sûrs, et pour un contact et une proximité avec les producteurs.

Tout d'abord, les principes de cette réforme de la Politique Agricole Commune se sont basés sur le constat que nous vivons dans une Union européenne à 27, bientôt à 28 Etats membres, qui a fortement changé de configuration depuis le dernier élargissement, et nous ne pouvons plus parler d'un modèle d'agriculture européenne, mais plutôt de différents types d'agricultures, et donc la Politique Agricole Commune doit faire face à cette diversité d'agricultures (...). Cependant, maintenant, avec 27 ou 28 états membres, avec l'élargissement vers l'Est, le poids de ce qu'est l'agriculture familiale a fortement augmenté ; mais il s'agit d'une agriculture familiale qui est en plein processus de restructuration à l'Est, mais je l'observe aussi dans le sud de l'Europe, dans des pays comme le Portugal, l'Espagne, le sud de l'Italie. Donc la question c'est vers quoi la restructuration de ces agricultures familiales va s'orienter. Et pour moi, homme politique, c'est de ne pas imposer un modèle unique, mais de permettre à ce type d'agriculture de faire des choix et de faire une orientation qui ne soit pas sous la pression d'un modèle ou de certains mécanismes de politique agricole qui obligent à prendre une direction ou une autre. Il faut faire en sorte que l'évolution de cette agriculture ou des agricultures prenne en compte

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

les spécificités locales, et les besoins et réalités d'aujourd'hui. Et parmi ces réalités d'aujourd'hui, je noterai le fait que non seulement la demande alimentaire est en augmentation dans le monde, mais aussi l'attention des consommateurs dans l'Union européenne est de plus en plus orientée vers la qualité des produits, et aussi j'en ai l'impression vers un contact avec les agriculteurs, donc vers un raccourci des circuits de commercialisation des produits alimentaires. C'est pour ces raisons que dans la réforme actuelle de la Politique Agricole Commune, je souhaitais mettre l'accent sur une place à faire à l'agriculture locale, pour les petites exploitations, justement pour les accompagner dans ce processus de restructuration sans être sous la pression d'un modèle quelconque, mais aussi l'accent sur les circuits courts de commercialisation, sur l'organisation des producteurs, sur le développement des marchés locaux, pour justement répondre aussi à cette attente de la part des consommateurs pour des produits de qualité, sûrs, et pour un contact et une proximité avec les producteurs (...).

Et tout ce processus de restructuration intègre aussi un élément de bonne gestion des ressources naturelles. On souhaite stimuler une capacité de réponse aux demandes des marchés, des consommateurs, mais sans mettre une pression immédiate sur les ressources naturelles. Je pense notamment à la fertilité du sol, à l'eau et à la biodiversité (...).

Tous ces aspects qui sont intégrés dans la réforme de la Politique Agricole Commune devraient guider aussi notre politique de coopération et de développement avec des partenaires à l'extérieur de l'Union européenne quand on parle de l'agriculture et de la production alimentaire. Ceci est pour moi important, et j'essaie de m'impliquer plus que les Commissaires à l'agriculture précédents dans ces aspects de coopération internationale et de développement, aussi parce que nous avons choisi au niveau européen que l'agriculture et l'alimentation à côté de l'énergie durable soient les deux grandes priorités de la politique de développement. Et sur ces aspects, j'ai beaucoup travaillé avec le Commissaire Andris Piebalgs quand il a préparé la nouvelle approche pour la politique de développement de l'Union européenne pour la période 2014-2020. Et d'ailleurs, dans la coopération pour l'agriculture et l'agro-alimentaire, on a à faire avec ce double défi d'aug-

Il faut aussi faire en sorte que le développement accéléré de la production alimentaire qu'on peut attendre dans certaines parties du monde qui ont maintenant des problèmes de famine et de pauvreté, ne se fasse pas au détriment de la fertilité du sol, de l'eau, et de la bonne gestion des ressources naturelles. Ceci d'autant plus qu'avec le défi du changement climatique, on doit intégrer aussi de nouvelles contraintes quand on parle de développement de la production alimentaire.



35 ans
au service
des organisations
paysannes du sud

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

mentation de la production, et de durabilité, de soutenabilité du point de vue économique et social. Et donc là bien sûr les modèles de développement agricole qu'il faut choisir auront un impact sur cette soutenabilité du développement économique et social de la production alimentaire. Il faut aussi faire en sorte que le développement accéléré de la production alimentaire qu'on peut attendre dans certaines parties du monde qui ont maintenant des problèmes de famine et de pauvreté, ne se fasse pas au détriment de la fertilité du sol, de l'eau, et de la bonne gestion des ressources naturelles. Ceci d'autant plus qu'avec le défi du changement climatique, on doit intégrer aussi de nouvelles contraintes quand on parle de développement de la production alimentaire (...). Dans le développement de projets locaux, s'il n'y a pas un encadrement et une volonté politique d'aller dans une certaine direction sur le moyen terme, je constate (et peut-être que vous vous sentez ça encore plus fortement) que quand il n'y a pas un engagement politique clair au niveau gouvernemental dans les pays partenaires, souvent les investissements humains et financiers qu'on y fait ne perdurent malheureusement pas sur le moyen et sur le long terme. Donc on encourage nos partenaires à développer leurs propres concepts de politique agricole pour greffer notre action de développement dans ce cadre (...).

J'aimerais finir en vous rappelant le fait qu'il y aura une bonne opportunité l'année prochaine, en 2014, pour discuter à nouveau à l'échelle internationale de la question de l'agriculture familiale et de la place de l'agriculture familiale dans le développement agricole dans le monde puisque, comme vous le savez, et d'ailleurs c'est à la demande de certains pays d'Amérique Latine où je sais que vous êtes très actifs, que l'Organisation des Nations Unies a décrété l'année 2014 comme l'année internationale de l'agriculture familiale. J'ai eu une discussion approfondie sur ce sujet avec Graziano da Silva, le directeur général de la FAO, et je souhaite que la Commission européenne s'engage à côté de la FAO pour faire en sorte que cette année 2014 soit utilisée pour avoir un vrai débat à l'échelle internationale sur les différents continents sur le rôle spécifique de l'agriculture familiale dans le contexte culturel, économique et social d'un continent et d'un autre. Donc j'espère avoir l'occasion de reparler de ce sujet, et que ces quelques idées contribueront aussi à alimenter le débat, la discussion que vous aurez. Moi personnellement je suis intéressé d'avoir aussi un retour, une synthèse de ces débats, et j'espère aussi avoir l'occasion de pouvoir vous rencontrer en direct aussitôt que possible. Donc bonne discussion, et à bientôt je l'espère. Au revoir.

Sylvie Le Calvez

C'était donc le message du Commissaire Européen à l'agriculture. Il nous amène à débattre des conditions politiques et institutionnelles pour réussir cette transition agroécologique (...). Marc Dufumier, c'est quoi les difficultés, les points de blocage qu'il faudrait lever ? Peut-on les lister ?

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Marc Dufumier, AgroParisTech

Notre ami a la tâche difficile, et le document sur lequel il travaille aujourd'hui est à mon avis très mauvais, pour de multiples raisons qui tiennent aux rapports de force : on n'a pas réussi à créer des rapports de force favorables, pour faire en sorte que les aides de la Politique Agricole Commune aient d'abord un caractère incitatif pour une agriculture inspirée de l'agroécologie. Pour l'instant, on en est à des primes à l'hectare, et ces primes, indépendamment de la production, et sans plafonnement aucun pratiquement (il y a encore quelques batailles d'amendements pour savoir si les premiers hectares doivent être supprimés, etc.). Mais je vais vous dire, ça va profiter à terme aux grands latifundias d'Europe de l'Est. Sachez que l'Europe d'aujourd'hui n'est plus l'Europe d'autrefois où dominait l'agriculture familiale. En nombre, il a raison, mais en surface c'est faux. En surface, le lait compétitif aujourd'hui, c'est le lait de Tchéquie avec des robots de traite. Le blé compétitif sur le marché européen, ce ne sont pas nos blés à 90 quintaux, ce sont les blés à 30-35 quintaux en Roumanie sur d'immenses latifundias de plusieurs milliers d'hectares. Ne vous y trompez pas : l'alignement de nos agricultures sur les prix mondiaux et sur les prix les plus compétitifs en Europe, ça va être de s'aligner sur les prix des grands domaines extensifs, et il n'y a d'avenir pour l'agriculture française que de se recentrer sur la qualité, et la qualité de ses terroirs. L'agriculture française n'a aucun avantage comparatif à faire une agriculture à grande échelle. L'éthanol ce sera le Brésil. Le blé, ce sera la Roumanie et l'Ukraine. Les "poulets Doux", laissez ça aux brésiliens. Mais par contre faites de l'excellent fromage, faites du lait bio, faites de la transformation, créons une agriculture intensive en emplois, dans un pays où il y a 10% de chômage il y a urgence. Voilà. Je crois que c'est un point important, et c'est pour une très large part les raisons de l'échec des négociations. On n'a pas réussi à faire en sorte que les subventions données par la politique Agricole Commune retrouvent un caractère incitatif. Restent quelques subsidiarités parce que

Le plus urgent aujourd'hui, pour ce qui est de l'Europe, c'est de cesser de produire de la poudre de lait pour l'exporter, parce que pour le paysan sénégalais qui veut vendre du lait à Dakar, c'est la faillite, et la condamnation à traverser le désert libyen et la Méditerranée. Laissez leur chance à ces producteurs laitiers en Afrique, cessons de surproduire de la poudre de lait, faisons des produits de qualité même si le rendement est un peu plus faible. Faites du bio, faites de la qualité, plus de valeur ajoutée, mais cessez d'inonder les pays du Sud d'excédents de céréales, de poulets Doux, de sucre, de poudre de lait.



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

c'est quand même vrai que dans les négociations actuelles, il semblerait qu'il y a 2% de plus pour les protéagineux, c'est important, c'est une bataille d'amendements qu'on a essayé de mener en dernière minute, n'empêche que quand on y arrive c'est quand même déjà beaucoup.

Le plus urgent en France, en Europe de l'Ouest, et pour l'Europe entière, c'est de retrouver l'autonomie protéique pour l'alimentation humaine et animale, remettre des plantes de la famille des légumineuses dans les rotations et les assolements, trèfle, sainfoin, lotier, luzerne, pois-chiche, féverole, lupin, pois fourrager... et plutôt que d'employer de l'énergie fossile pour fabriquer des engrais azotés de synthèse pour fertiliser des blés, fertilisez-les avec de la luzerne.

Le plus urgent aujourd'hui, pour ce qui est de l'Europe, c'est de cesser de produire de la poudre de lait pour l'exporter, parce que pour le paysan sénégalais qui veut vendre du lait à Dakar, c'est la faillite, et la condamnation à traverser le désert libyen et la Méditerranée. Laissez leur chance à ces producteurs laitiers en Afrique, cessons de surproduire de la poudre de lait, faisons des produits de qualité même si le rendement est un peu plus faible. Faites du bio, faites de la qualité, plus de valeur ajoutée, mais cessez d'inonder les pays du Sud d'excédents de céréales, de poulets Doux, de sucre, de poudre de lait. Je vous rappelle mon petit cours d'agroécologie de tout à l'heure quand je vous disais que pour fabriquer des protéines, il faut rajouter de l'azote, et que l'azote est coûteux en énergie. Sachez qu'en France l'excès d'azote, ça fertilise des algues vertes, et quand vous voulez fertiliser un blé, vous mettez de l'urée à défaut de mettre de l'urine des vaches, et ça, ça nous coûte du gaz naturel russe ou norvégien.

Le plus urgent en France, en Europe de l'Ouest, et pour l'Europe entière, c'est de retrouver l'autonomie protéique pour l'alimentation humaine et animale, remettre des plantes de la famille des légumineuses dans les rotations et les assolements, trèfle, sainfoin, lotier, luzerne, pois-chiche, féverole, lupin, pois fourrager, ... et plutôt que d'employer de l'énergie fossile pour fabriquer des engrais azotés de synthèse pour fertiliser des blés, fertilisez-les avec de la luzerne. Et ça, ça veut dire réconcilier agriculture et élevage, remettre les animaux sur la paille, re-fabriquer du fumier, que l'urine retombe sur le carbone, mais c'est de l'agriculture paysanne intensive en emploi artisanal. Et c'est le combat qu'il nous faudra impérativement mener pour que la prochaine réforme de la Politique Agricole Commune en 2020 soit un succès. Et entretemps, dans le peu de subsidiarité qu'a obtenu M. Stéphane Le Foll, battons-nous pour qu'une part des crédits européens aille au bio : imaginez un seul instant que les subventions de la PAC financent la restauration collective, l'exemple que vous citez tout à l'heure, et que ce ne soient pas les collectivités régionales qui soient contraintes de faire ça, c'est-à-dire nos impôts locaux. Sur les 9 milliards

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

d'euros du 1^{er} pilier de la Politique Agricole Commune, pour que tous les repas, y compris les repas d'entreprises, écoles primaires, collèges, lycées, EHPAD, et les restaurants d'entreprises, sur les 9 milliards, tous les repas peuvent être bio avec 1,6 milliards d'euros. Et pour le reste des crédits, eh bien moi je propose de subventionner des services environnementaux : vous nous mettez des haies, il y a des coccinelles ; avec les coccinelles il y a moins de pucerons, et comme il y a moins de pucerons on ne met plus de pesticides : je vous paie ! Vous fabriquez de l'humus dans un sol parce que vous avez décidé d'associer l'agriculture et l'élevage et que vous fabriquez du fumier, donc de l'humus : on vous rémunère ! Ca, il faut que ce soit la nouvelle Politique Agricole Commune. Ca ne peut pas être le verdissement pour tous les territoires des 27 pays. Il faudra peut-être inventer un jour une politique agricole qui reste commune, mais dont les modalités d'application passent par les régions, là où on commence à connaître les terroirs, là où on peut négocier avec les agriculteurs.

Sarah Métails, AVSF

En Amérique Latine, on est dans une situation de concentration de la terre et de l'eau pour les grandes exploitations. Ce sont des processus historiques depuis la colonisation espagnole, et les réformes agraires successives depuis les années 50 et celles qui tout récemment se sont réactualisées ou sont en train de se terminer, n'ont pas vraiment réussi à résoudre le problème. Donc on hérite d'une structure agraire et foncière très peu équitable. Les petits paysans ne sont pas situés en plaine ou dans des zones irriguées, mais plutôt dans des zones en pente, non irriguées, souvent sèches, et on part avec des difficultés structurelles qui font que l'agroécologie est tout à fait nécessaire : sans eau et en pente, il n'y a que l'agroécologie qui permet de produire à long terme en employant la main d'œuvre locale. Après, les solutions sont adaptées à chaque situation, car l'agroécologie n'est pas un modèle où les solutions techniques s'appliquent partout dans le monde quelles que soient les conditions : les solutions s'inventent, se réinventent localement, avec les savoirs locaux. Donc un des premiers freins mais aussi une des premières solutions, c'est retravailler les politiques foncières, agraires, avec les Etats, pour pouvoir redistribuer cette terre et avoir un meilleur accès à l'eau et à l'irrigation pour les paysans.

Ensuite en matière de politique publique, il faut insister sur l'aménagement du territoire, la construction de routes pour faciliter l'accès des aliments à la ville, d'infrastructures de stockage et de transformation ; il faut insister sur le besoin d'assistance technique, de crédits fléchés pour ce type d'agriculture. Il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance d'une recherche et d'une formation académique mieux adaptées, de la recherche-développement. Aujourd'hui, dans les pays où nous travaillons, il n'y a encore aucun pays qui parie sur un secteur académique pour promouvoir l'agroécologie.

Au niveau des collectivités, on trouve dans la région andine beaucoup plus de dynamisme et des solutions à court terme : par exemple, les politiques d'achat auprès de petits producteurs pour l'alimentation des cantines scolaires. Certains Etats ont légiféré là-dessus ; il y a des lois pour cela en Bolivie par exemple : 30% des aliments qui sont distribués aux enfants dans les cantines doivent provenir de l'agriculture paysanne. Ca n'est pas toujours évident parce que pour qu'une mairie



35 ans
au service
des organisations
paysannes du sud



... les solutions sont adaptées à chaque situation, car l'agroécologie n'est pas un modèle où les solutions techniques s'appliquent partout dans le monde quelles que soient les conditions : les solutions s'inventent, se réinventent localement, avec les savoirs locaux. (...) un des premiers freins mais aussi une des premières solutions, c'est retravailler les politiques foncières, agraires, avec les Etats, pour pouvoir redistribuer cette terre et avoir un meilleur accès à l'eau et à l'irrigation pour les paysans.

puisse acheter à des petits producteurs, il faut que ces derniers soient organisés et qu'ils puissent fournir en permanence les volumes que demande la mairie pour ses cantines, avec des produits de qualité, qui répondent aux normes sanitaires, et parfois c'est une difficulté. Mais on voit beaucoup de collectivités qui établissent des quotas d'achat de ce côté-là. Nous, nous travaillons avec les élus, les conseillers municipaux, les techniciens, les organisations paysannes pour les former et accompagner ce processus de mise en relation et mise en marché, mais nous travaillons aussi avec ces mêmes acteurs pour questionner l'accès plus équitable à la terre, à l'eau, ou à une assistance technique adaptée.

Sylvie Le Calvez

Jean-Luc François, vous avez beaucoup de demandes à l'AFD des pays du Sud, mais ils ne sont pas tous dans ces démarches. Alors comment faites-vous pour les motiver à ces approches ?

Jean-Luc François, AFD

Ce que disait M. Ciolos est intéressant mais nous laisse un peu sur notre faim pour les raisons que j'évoquais tout à l'heure : ce que fait l'Europe en matière agricole reste une référence pour les pays africains, en termes d'intégration régionale, de protectionnisme régional, de penser l'agriculture autrement que comme un secteur économique comme les autres. On sera donc déçus de ne pas pouvoir s'appuyer sur une vraie transition dans la Politique Agricole Commune vers plus d'agroécologie, même si le "verdissement" progresse. Mais enfin, c'est l'histoire de l'Europe, c'est l'Europe qui décide. D'un autre côté, on va dire à nos pays partenaires "Inspirez-vous d'un certain nombre d'aspects de l'Europe, notamment de la libre circulation et de la protection vis-à-vis des désordres du monde". Nous sommes dans ce dialogue politique-là avec certains ministres, avec surtout cette communauté

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

économique régionale qu'est la CEDEAO ¹, qui ont l'ambition d'avoir une politique agricole commune qui devrait leur permettre, si elle est bien mise en œuvre, avec des conditions tarifaires et des clauses de sauvegarde suffisantes, d'avoir un cadre d'investissements pour leurs exploitations agricoles familiales sur le long terme. Ça c'est pour la partie macro-économique du secteur.

Il y a là un effort de conviction à faire, un effort de démonstration, pour passer à l'échelle supérieure à partir de tout un tas d'expériences pilotes qui ont pu être développées par la recherche ou par les ONG.

Sur la partie "Peut-on s'engager vers des formes d'agriculture plus intensive écologiquement, qui soient véritablement modernes ?", comme je le disais tout à l'heure c'est un combat de chaque jour, de chaque discussion, de chaque projet. Il y a des sujets sur lesquels on n'a pas de discussion : des pistes rurales pour désenclaver, pour faire circuler, vous gagnez dans tous les sens, les paysans sont très contents. Mais quand vous faites un programme de développement pour un périmètre irrigué par exemple, là il faut entrer dans le détail de quel type d'irrigation, de quel accompagnement technique, de quelles productions, de quelle structuration de la production. Et là, c'est un combat dans lequel je dois équiper toutes les équipes de l'AFD de tous les concepts dont nous avons débattu aujourd'hui, parce que nous avons un dialogue permanent avec les Etats qui sont les partenaires essentiels de l'AFD. Il y a là un effort de conviction à faire, un effort de démonstration, pour passer à l'échelle supérieure à partir de tout un tas d'expériences pilotes qui ont pu être développés par la recherche ou par les ONG.

Enfin un point qui est une vraie difficulté aussi, c'est de proposer systématiquement à ces gouvernements de s'appuyer sur des gens qui étaient aux marges des politiques agricoles et qui ont innové, proposé des innovations qu'il faut désormais intégrer comme des éléments ordinaires des politiques agricoles, et notamment des politiques de recherche et de formation.

Françoise Reiller, agricultrice

On a déjà abordé le foncier qui me paraît essentiel, et je n'y reviens donc pas. Je pense aussi que le fond du problème, c'est la formation. On dit que l'agroécologie est très technique : oui, c'est beaucoup plus technique que l'agriculture conventionnelle, et il faut former les gens à étudier leur petite région, leur ferme, pour que ce soit eux qui bâtissent le modèle dans lequel ils vont être les meilleurs. Et ce n'est pas un modèle qu'on apprend à l'école, c'est fini. C'est cette formation-là qu'il faut apporter, que les gens soient imaginatifs, modernes dans le sens d'apporter

¹ Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest



Je pense aussi que le fond du problème, c'est la formation. On dit que l'agroécologie est très technique : oui, c'est beaucoup plus technique que l'agriculture conventionnelle, et il faut former les gens à étudier leur petite région, leur ferme, pour que ce soit eux qui bâtissent le modèle dans lequel ils vont être les meilleurs.

un plus, à la fois dans leurs conditions de travail et en production. Après, l'autre formation qui me paraît faire terriblement défaut, c'est que moi, l'agriculture familiale, ça ne me fait pas rêver : j'ai trop connu la condition de nos mères qui travaillaient du matin au soir et qui n'avaient pas voix au chapitre ; c'était le patriarcat dans les campagnes, il faut l'appeler comme ça. Moi, je pense que l'association, le GAEC, a toute sa place pour permettre aux gens d'avoir des conditions de vie qui ressemblent à celles des autres catégories sociales. Mais les gens ne sont pas formés à travailler ensemble, à s'écouter et à se comprendre ; il y a trop de GAEC qui échouent parce que les gens ne savent pas discuter, alors que là on pourrait créer de l'emploi. Cela pourrait s'apprendre à l'école, et personne ne nous l'apprend.

Sylvie Le Calvez

Pour terminer, dernière question ou peut-être si vous aviez un conseil à donner : que peuvent faire notamment les ONG pour promouvoir ces démarches et l'agroécologie ? Comment peut-on aller de l'avant ?

Jean-Luc François, AFD

Non, je n'ai pas vraiment de conseils à donner aux ONG, puisque d'une certaine façon, ce sont elles qui nous montrent la voie.

Coordination Sud vient de faire paraître un excellent document sur "Répondre aux défis du XXI^{ème} siècle avec l'agro-écologie : pourquoi en comment ?"¹ ; c'est un travail collectif piloté par AVSF et GRET. Je regrette simplement de ne pas l'avoir eu plus tôt pour que ça imprègne encore plus le cadre d'intervention sectoriel de l'AFD dont M. Canfin a dit tellement de bien. Donc, les ONG, continuez, c'est bon.



¹ Retrouvez ce document en téléchargement sur www.avsf.org
http://www.avsf.org/public/posts/1342/rapport_c2a_agroecologie_avsf-gret_janvier2013.pdf

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Marc Dufumier

L'agroécologie est fondée sur des principes scientifiques, mais très honnêtement, je crois que s'il n'y avait pas eu en France des agriculteurs résistants qui avaient montré une autre voie, au moment où toutes les subventions allaient dans le sens inverse, je pense qu'on n'en serait pas là aujourd'hui, et qu'on aurait énormément de mal à montrer qu'une autre voie est possible. Le rôle des ONG dans un grand nombre de pays, c'est effectivement, en liens avec les paysanneries locales, de faire naître aujourd'hui des alternatives techniques qui peuvent être ensuite reprises par des projets de plus grande ampleur financés par les bailleurs de fonds institutionnels et supervisés par les gouvernements et les maîtres d'ouvrages. Je rejoins ce qui a été dit : beaucoup de gouvernements ne sont pas du tout dans les intuitions qui sont les nôtres aujourd'hui, à savoir que c'est l'agroécologie qui va être l'agriculture moderne et qui va les sauver de leur situation. Mais il faut les deux choses : l'argumentation scientifique, mais aussi la démonstration par des paysans qu'autre chose est possible, et là les ONG, dans un très grand nombre de cas, chapeau et merci.

Je rejoins ce qui a été dit : beaucoup de gouvernements ne sont pas du tout dans les intuitions qui sont les nôtres aujourd'hui, à savoir que c'est l'agroécologie qui va être l'agriculture moderne et qui va les sauver de leur situation. Mais il faut les deux choses : l'argumentation scientifique, mais aussi la démonstration par des paysans qu'autre chose est possible, et là les ONG, dans un très grand nombre de cas, chapeau et merci.

Sylvie Le Calvez

Merci vraiment à nos quatre intervenants d'avoir participé, d'avoir été clairs dans vos propos. Il nous reste maintenant à accueillir Véronique Moreira, Vice-Présidente de la Région Rhône-Alpes et Frédéric Apollin, Directeur d'AVSF pour clôturer cette soirée.



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud



L'agroécologie n'est ni un rêve, ni un cauchemar néolithique. Elle est ancrée dans l'histoire et dans de nouvelles pratiques et dans de nouvelles solutions qui cherchent un environnement favorable. Le débat qui précède a montré et démontré qu'elle est techniquement faisable, environnementalement souhaitable et socialement indispensable.

► Conclusions : pour une agroécologie paysanne ambitieuse

Véronique Moreira, Vice-Présidente de la région Rhône-Alpes

Votre sujet était "L'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?". Les débats que nous venons d'entendre sont loin d'être des rêves. Ils ont été concrets, précis et passionnants. C'est peut-être parce que les humains rêvent qu'ils s'autorisent à faire preuve d'imagination, à y donner corps et à penser au futur comme à une multiplication de possibilités. Mais l'agroécologie n'est ni un rêve, ni un cauchemar néolithique. Elle est ancrée dans l'histoire et dans de nouvelles pratiques et dans de nouvelles solutions qui cherchent un environnement favorable. Le débat qui précède a montré et démontré qu'elle est techniquement faisable, environnementalement souhaitable et socialement indispensable. Le plus vieux métier du monde pour les hommes, et les femmes surtout, c'est l'agriculture, l'agriculture écologique en l'occurrence. Parions que l'agriculture industrielle qui consomme et disperse chimie et énergie fossile sera une simple parenthèse, un détour un peu enfantin et risqué de l'humanité.

L'agriculture est encore le métier le plus répandu sur la planète ; il occupe encore la moitié de l'humanité. Dans les pays les plus pauvres, en Afrique sub-saharienne notamment. Cette activité occupe et nourrit, quoique mal, plus des trois-quarts de la population, la plus pauvre. N'oublions pas ce paradoxe scandaleux : ceux qui ont faim sur la planète sont en très grande majorité des paysans et des paysannes, hommes, femmes, enfants. Leur problème n'est pas tant de produire que d'être pauvres dans une société sur laquelle ils n'ont pas prise, c'est-à-dire dans une telle précarité que produire leur nourriture, disposer au bon moment de semences, d'intrants, d'eau et maintenant de terre, devient incroyablement difficile. L'agriculture est donc et pour longtemps au cœur de la question sociale de la plupart des pays du monde, et notamment en Afrique : si le nombre de citadins progresse à grande vitesse dans le monde entier et que le nombre de ruraux a décliné dans les pays industrialisés, il y aura néanmoins 300 millions de ruraux de plus en Afrique subsaharienne en 2030.

A cette fin, l'agroécologie est une obligation économique et environnementale dans la perspective, planétaire, de la raréfaction des ressources non renouvelables et de dégradations irréversibles de notre environnement planétaire. Mais c'est aussi une discipline et des pratiques modernes.



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

L'agriculture, l'élevage, la forêt, la pêche, doivent continuer à employer la majeure partie de la population, c'est-à-dire aujourd'hui le plus grand nombre des plus pauvres, et pour cela, elle doit leur permettre de vivre dignement avec des revenus stables et rémunérateurs, et un accès réel partout aux services de base, dans une ruralité moderne. A cette fin, l'agroécologie est une obligation économique et environnementale dans la perspective, planétaire, de la raréfaction des ressources non renouvelables et de dégradations irréversibles de notre environnement planétaire. Mais c'est aussi une discipline et des pratiques modernes.

C'est une ambition résolument moderne que de cesser de simplifier la production naturelle jusqu'à la fausse perfection d'un hors-sol purement minéral ; de se confronter à la complexité de la réalité du vivant et de ses interactions ; de faire avancer la métamorphose de pratiques paysannes ancestrales et de techniques de plus en plus prédatrices vers une valorisation optimale du milieu vivant, comme l'a montré Marc Dufumier.

Il y a du chemin à faire dans les esprits, au sein même des temples du savoir. Ouvrez le Mémento de l'Agronome, l'indépassable outil du cadre agricole français dans les pays en développement, et cherchez en vain dans l'index le mot "agroécologie", et même le mot "écologie". Vous ne les trouverez pas ! Probablement des mots

Il ne saurait y avoir des villes d'un côté et des réserves naturelles de l'autre dans lesquelles on va se promener avec ses enfants.

scientifiques trop nobles pour les abîmer dans leur usage devenu courant, un usage courant que des pionniers et des "utopistes" ont construit petit à petit dans leur coin, hors de la pensée dominante, mais avec constance et résultats. En revanche, ouvrez le Robert et vous trouverez le mot "lombricomposteurs"... C'est dire - pour plaisanter - qu'en langage marxiste bien oublié aujourd'hui, la superstructure - le manuel académique - est toujours en retard sur les forces productives - la réalité du concept, les multiples expériences - ...

Alors, qu'attendre du politique, des politiques ? Quels sont ses rôles ? Je voudrais essayer de résumer cela en 4 points :

1^{er} axe : c'est d'abord la conscience des enjeux. Il y a du chemin à parcourir pour que les enjeux soient compris. **Les agricultures paysannes sont l'angle mort de toutes les politiques et de toutes les concertations, dans les pays du sud comme dans les pays du nord.** Ainsi, en Rhône-Alpes, 1000 exploitations agricoles disparaissent par an : à ce rythme-là, dans 100 ans, il n'y en aura plus. Le Mali en est un autre exemple aussi.

Pas vues, pas entendues, pas considérées... Les paysanneries sont synonymes d'arriération sociale face aux fantasmes d'un progrès high tech et d'un emploi forcément urbain. Nous ne voyons que les villes, certes en explosion, mais dont on néglige la source sans fin, la misère paysanne. Françoise Reiller a bien repris tout à l'heure cette question quand elle disait que les villes ne seront pas dans la capacité de se nourrir. Elles ne seront même pas capables de fournir des emplois décents pour



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

toutes les personnes qui y arrivent et elles ne seront pas capables non plus de produire les services de base aux millions et bientôt milliards de migrants intérieurs qui viennent y habiter. On ne peut pas s'intéresser uniquement à l'urbanisation – et j'ai trouvé important que tu le dises, toi, Hubert, qui t'occupes de la coopération décentralisée avec les villes -. Nos sociétés urbaines ne savent plus qu'on ne saurait parler d'environnement sans se préoccuper de ceux et celles qui le cultivent sur l'ensemble de la planète. Nos sociétés urbaines ne savent plus, nous ne savons plus, que la plupart des pays sont encore paysans et ruraux. Il ne saurait y avoir des villes d'un côté et des réserves naturelles de l'autre dans lesquelles on va se promener avec ses enfants. Il ne saurait y avoir non plus de vastes entreprises agroindustrielles qui suivent des capitaux baladeurs sans se soucier de ce qu'ils laissent derrière eux, des terres appauvries, des hommes et des femmes sans terre, sans emploi et sans avenir.

Cet état d'esprit reste pourtant encore massif dans les agences de développement et chez nos gouvernants, du nord - est-ce pardonnable ? -, comme chez les gouvernants du sud où les rêves sont encore très productivistes - c'est compréhensible -. Il est vrai qu'aujourd'hui nous avons entendu le contraire de l'Agence Française de Développement, des élus, de décideurs, mais quand même, quand on se trouve dans les instances de discussion, ce type de discours reste très fréquent. Au Nord, c'est sûr. Au Sud, on l'a dit tout à l'heure, il y a une aspiration à cette modernité, à ces hautes technologies. Mais cela change, il y a une réelle évolution. Les politiques écoutent aussi de plus en plus les populations qui les ont élus et celles-ci se mobilisent pour porter leurs voix. Il y a quand même un changement.

Anticiper, c'est permettre à l'emploi paysan de rester une activité accessible, et permettre à chacun de se nourrir, de nourrir les villes, les habitants de leur territoire, sans industrialisation capitaliste et prédatrice, ni pari sur des prouesses biotechnologiques encore bien lointaines.

2^{ème} axe : anticipation et souci des générations futures. En tant qu'élue, et encore plus en tant qu'écologiste, je sais bien que nous devons penser aux générations à venir. On doit savoir que l'emploi et les revenus ne suivent pas dans les mégapoles, pas plus que l'aide sociale. Je voudrais juste rappeler qu'un milliard d'êtres humains, des humains comme vous et moi, vivent aujourd'hui dans des bidonvilles, sur 2 milliards d'urbains aujourd'hui. En 2030, ils seront 2 milliards sur les 4 milliards de citadins. Pauvreté paysanne, pauvreté citadine indigne, frustrations, ressentiments, instabilités, conflits, tout ça c'est ce qui nous attend si nous n'avons pas une vision plus consciente, plus globale des solutions accessibles, pour peu que nous ne soyons pas passifs et résignés. L'emploi paysan reste l'activité la plus autonome et la plus accessible. Anticiper, c'est permettre à l'emploi paysan de rester une activité accessible, et permettre à chacun de se nourrir, de nourrir les villes, les habitants de leur territoire, sans industrialisation capitaliste et prédatrice, ni pari sur des prouesses biotechnologiques encore bien lointaines.



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

3^{ème} axe, dans le rôle du politique : c'est - Marc Dufumier l'a dit de façon très claire et aussi Jean-Luc François - prioriser les politiques publiques régulatrices à tous les niveaux, et particulièrement au niveau international. Il faut d'abord lutter contre les incohérences mondiales, permettre à tous les pays, pas seulement aux USA et à l'Union européenne, au Japon etc., de protéger leurs agricultures paysannes pour assurer aux petits producteurs la stabilité et le niveau des prix qui leur permettent de vivre dignement et d'investir dans la progression agroécologique de leur production. Le commerce équitable montre et démontre la voie, mais ne saurait être à l'échelle voulue, dans le temps qui nous reste pour modifier notre trajectoire. Au regard des enjeux, nous avons peu de temps. Il faut qu'on aille plus vite ; il faut des démarches plus rapides. Les politiques internationales de protection et de régulation peuvent permettre notamment un peu plus de justice et d'efficacité.

... d'abord lutter contre les incohérences mondiales, permettre à tous les pays, pas seulement aux USA et à l'Union européenne, au Japon etc., de protéger leurs agricultures paysannes pour assurer aux petits producteurs la stabilité et le niveau des prix qui leur permettent de vivre dignement et d'investir dans la progression agroécologique de leur production.

Pourquoi les pays les plus agricoles de la planète devraient-ils accepter de ne protéger leurs producteurs paysans qu'à des taux de taxation de 5% ou 10% sur leurs importations vivrières, quand l'UE et les USA subventionnent directement et indirectement leurs agriculteurs donc leurs exportations et taxent encore aujourd'hui de 30% à 100% leurs importations de céréales et de viandes, quand elles ne les excluent par des normes sanitaires ? Pourquoi supporter au sud des variabilités grotesques des prix agricoles ? Ils peuvent doubler, voire tripler en une année et tomber à des niveaux très bas, dans une concurrence absurde et insupportable pour la plupart des paysans de la planète. Les pays développés sont encore les maîtres du jeu d'une spéculation purement financière sur des matières vitales pour la moitié de l'humanité.

Deuxième travail sur les priorités : réaliser véritablement les déclarations et les engagements internationaux de consacrer une grande priorité à l'agriculture dans les budgets nationaux et l'aide publique au développement. C'est vrai qu'on a entendu que la France maintenait son effort, effort qui n'est pas ce à quoi elle s'était engagée. S'il y a maintien, les engagements qui avaient été pris étaient quand même beaucoup plus ambitieux. Sur la priorité à l'agriculture - cela a été dit aussi -, dans les pays en développement, les services d'appui à l'agriculture ont disparu, de même que les services de crédit, depuis l'ajustement structurel. Pour accompagner une relance agricole et la transition agroécologique, il faut s'appuyer sur les organisations paysannes et mettre en place un service d'appui technique et de crédit agricole pour les paysans et éleveurs. Troisièmement, pour faciliter la transition, il faut accélérer la capitalisation et la recherche des techniques



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

agroécologiques : identifier, évaluer les réalisations partout dans le monde, financer la recherche avec les paysans, appuyer le changement d'échelle.

Et enfin, j'en finirai là, dernier rôle du politique, en ce temps où l'on croit finalement que les acteurs économiques sont tout puissants, c'est la sensibilisation et la mobilisation des acteurs et des citoyens. Les politiques aujourd'hui s'appuient sur l'opinion publique mondiale, nationale, locale, ou sont poussés par elle. Les élus sont dépendants de ceux qui les élisent. Et la société civile, elle, ne se fait pas oublier : elle revendique sa place, son rôle ; elle se met en réseaux - il y a des réseaux mondiaux efficaces -. Elle se fait entendre dans toute sa diversité. Elle fait entendre ce qu'est l'intérêt général, demande et crée du changement social et continue à s'indigner des injustices mondiales. Les citoyens, les consommateurs, les structures civiles sans but lucratif, sont ainsi des alliés des politiques qui croient encore à leur rôle de transformation du monde vers plus de justice, d'égalité, de paix et de bien-être. En retour, les politiques, les élus soutiennent leurs actions, leurs initiatives, leurs mobilisations, leurs concertations, leurs communications.

Mobiliser les acteurs et citoyens sur la vie de la cité, du monde aujourd'hui, c'est aussi ne pas oublier une mission première de la République, l'éducation : éducation civique, éducation au développement, éducation au développement durable, éducation à ce que j'appelle une citoyenneté mondiale, une éducation qui montre que les enjeux sont les mêmes au Nord, au Sud, à l'Est ou à l'Ouest. Pour être des citoyens avertis et prendre place dans le monde tel qu'il est, il faut avoir conscience des enjeux du monde.

Pour être des citoyens avertis et prendre place dans le monde tel qu'il est, il faut avoir conscience des enjeux du monde.

Nous avons la chance en Rhône-Alpes de pouvoir nous appuyer sur AVSF qui, parmi les plus grandes ONG de développement françaises, n'ignore pas son rôle ni sa place, ni le rôle et la place des politiques. AVSF ne se contente pas d'exister aux 4 coins du monde, avec parfois le soutien financier de la Région Rhône-Alpes, au Sénégal, au Mali, à Madagascar, et au Brésil en particulier pour la formation en agroécologie des petits paysans. Agronomes et Vétérinaires Sans frontières est fidèle aux raisons qui l'ont fait naître : elle défriche, expérimente, démontre la faisabilité de démarches transformatrices ; on en a eu le témoignage, avec tous les intéressés et par les intéressés. Elle montre la voie. Elle tente partout d'informer la population et interroge les pouvoirs publics, les politiques, mais aussi construit avec eux et appuie la mise en place de politiques nationales, et ça c'est essentiel parce que les politiques peuvent encore encadrer, réguler, transformer la mondialisation mais pas pour longtemps. Ils ne le feront pas seules, sans électeurs, sans citoyens et citoyennes informés et mobilisés, sans professionnelles impliqués qui pèsent à toutes les échelles du monde, qu'elles soient locales ou globales, ici ou ailleurs. L'année prochaine, en 2014, qui sera l'Année internationale des agricultures familiales, la Région Rhône-Alpes a pour projet d'organiser des Assises pour rassembler et parler de ces questions et de ces nouveaux défis. Nous allons y réfléchir en région, et nous aurons donc l'occasion de nous croiser pour poursuivre ces débats. Bravo.



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

... il semble que nous parvenions enfin aujourd'hui à un consensus sur la pertinence, voire l'obligation ont dit certains, d'engager ici comme là-bas les agricultures sur cette transition agroécologique pour relever des défis alimentaires, environnementaux, économiques mais aussi sociétaux.

© AVSF - A. Guibert



Hommes vivent de la Terre durablement



Depuis 1978
lutte contre la faim
ouvreté dans le monde

es causes de la faim
ue les conséquences

e à l'autonomie des populations
l'assistanat

x paysans
es et d



Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

Frédéric Apollin, directeur d'AVSF

On me demande d'être court et je le serai parce que la soirée a été longue. Merci déjà à Véronique Moreira pour ses compliments. J'ai malgré tout un regret : il semble que nous n'ayons pas totalement bien "formé" le Commissaire européen à l'agriculture : Marc Dufumier nous a dit que sa copie est "mauvaise", Françoise Reiller nous a dit "peut mieux faire". Soyez assurés que nous ferons à notre ami et ancien collègue Dacian Ciolos un retour sur ce débat auquel nous le remercions également d'avoir contribué à distance, malgré son emploi du temps qu'on imagine chargé, afin qu'il s'en inspire pour peaufiner sa copie, s'il en est encore temps. Puisque c'est bien là aussi notre rôle, aux ONG, que de travailler avec les politiques, mais d'être également vigilants sur les politiques. Nous nous y employons, comme AVSF, mais aussi en collectif avec d'autres ONG dont certains collègues sont ici présents dans la salle, et nous continuerons à exercer cette vigilance constructive.

Je sors aussi heureux de cette soirée puisque sans redire tout ce qui a déjà été dit, j'y ai entendu quelques mots-clés relatifs à l'agroécologie paysanne, au premier rang desquels celui de modernité. D'une époque où certains considéraient l'agroécologie - qui est au cœur du métier d'AVSF depuis de nombreuses années - comme un concept et une approche dogmatiques, il semble que nous parvenions enfin aujourd'hui à un consensus sur la pertinence, voire l'obligation ont dit certains, d'engager ici comme là-bas les agricultures sur cette transition agroécologique pour relever des défis alimentaires, environnementaux, économiques mais aussi sociétaux. Nous n'avons pas entendu ce soir une seule voix discordante sur "pourquoi ne pas travailler tous ensemble à cette transition agroécologique". Le potentiel technique de l'agroécologie a été souligné en matière d'augmentation de la productivité du travail et même des rendements dans de nombreux pays du Sud pour la sécurité et souveraineté alimentaire des territoires et des pays concernés ; Marc Dufumier nous l'a clairement exprimé. Nous avons évoqué le potentiel économique de l'agroécologie sur l'amélioration des conditions de revenu et de vie des familles rurales et des consommateurs urbains si l'approche agroécologique combine,

... l'agroécologie, ce n'est pas retourner en arrière, ce n'est pas promouvoir l'autarcie. C'est certes reterritorialiser l'agriculture, mais ce n'est pas dire non aux échanges.

non seulement des transformations de pratiques techniques mais également de nouvelles modalités d'échanges commerciaux (reterritorialisation de l'agriculture, mise en place de circuits courts, promotion d'achats publics de produits paysans agroécologiques), promues et défendues par des organisations paysannes fortes, autonomes, en capacité tant de mieux valoriser leurs produits de qualité que de défendre leurs droits : accès au foncier, au crédit, à des marchés spécifiques, à de l'assistance technique adaptée, etc. C'est le combat permanent qu'AVSF mène



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

avec les organisations paysannes, les consommateurs, les collectivités et des Etats.

Cela a été dit ce soir également : l'agroécologie, ce n'est pas retourner en arrière, ce n'est pas promouvoir l'autarcie. C'est certes re-territorialiser l'agriculture, mais ce n'est pas dire non aux échanges. Alors à ceux qui prétendraient encore que "l'agroécologie est une approche dogmatique qui prône le retour à des systèmes très locaux et qui s'oppose donc aux échanges et aux marchés", nous disons qu'ils ont tout faux. Ce que nous avons entendu ce soir, c'est une approche réaliste et pragmatique de la transition agroécologique, avec des réponses différenciées et adaptées à chaque territoire, sans pour autant la banaliser ou la fonder dans des démarches moins exigeantes par rapport à l'agriculture conventionnelle. La transition agroécologique que nous souhaitons et défendons mérite une ambition partagée pour, tout simplement, revenir, avec un minimum de bon sens, aux fondamentaux de l'agriculture, pour retrouver cette diversité de production et de milieux, pour construire sur les territoires des systèmes agricoles et d'échanges plus autonomes, et moins risqués pour toute la société. Et ce que j'ai entendu ce soir me conforte – nous conforte je crois - dans l'idée qu'AVSF doit poursuivre son travail dans ce sens.

La transition agroécologique que nous souhaitons et défendons mérite une ambition partagée pour, tout simplement, revenir, avec un minimum de bon sens, aux fondamentaux de l'agriculture, pour retrouver cette diversité de production et de milieux, pour construire sur les territoires des systèmes agricoles et d'échanges plus autonomes, et moins risqués pour toute la société.

J'ai aussi entendu que cette transition qui semble faire consensus, implique de nombreux défis, en premier lieu pour les techniciens agricoles, les zootechniciens et vétérinaires que nous sommes, pour renouveler le conseil agricole et de gestion, comprendre le fonctionnement des écosystèmes et mieux prendre en compte des pratiques et savoirs déjà existants. C'est un défi pour la recherche, cela a été dit, et les collègues chercheurs, présents ce soir, l'ont entendu comme moi : la recherche s'inspire-t-elle suffisamment des savoirs paysans ? Pose-t-elle les bonnes questions scientifiques pour réussir cette transition agro-écologique ? Est-elle suffisamment attentive aux défis techniques posés par la transition agro-écologique en Afrique sub-saharienne en particulier, tant dans les systèmes de production végétaux qu'animaux ? C'est un défi aussi pour les institutions de formation, nous l'avons dit, autant ici qu'au Sud. Sarah, tu nous rappelais combien les systèmes de formation en Amérique andine par exemple ne sont pas du tout adaptés pour cette transition agroécologique.

Je rajouterai que c'est un défi aussi pour de nombreuses organisations paysannes. Nous ne sommes pas effectivement dans le monde des "bisounours", et nous savons

Nourrir demain villes et campagnes, l'agroécologie n'est-elle qu'un rêve ?

que certaines organisations paysannes ont du mal à franchir ce pas, parce que historiquement certaines d'entre-elles ont été fortement encouragées à mettre en place ces modèles productifs intensifs conventionnels, contraintes parfois par des systèmes d'échanges extrêmement concurrentiels sur les marchés internationaux. Sont-elles toutes prêtes à engager une réflexion courageuse sur leurs pratiques et sur l'agriculture qu'elles souhaitent défendre demain en termes de produits et de qualité, qui offrira des perspectives encourageantes à leurs enfants et protégera cette terre dont nous dépendons tous ? C'est aussi là notre travail, en tant qu'ONG, que d'accompagner ces organisations à évoluer dans ce sens.

Et puis dernier défi, on en a beaucoup parlé, c'est le défi des politiques publiques : foncier, investissement, formation, recherche, etc. J'ai bien entendu que le 1er défi de politique publique c'est la protection des frontières et des marchés ; encore une fois ce n'est pas l'autarcie, mais c'est la protection de marchés régionaux pour que réellement les paysans et les paysannes puissent travailler avec une vraie rémunération de leur travail et un juste prix pour leurs productions. Et c'est aussi un défi pour les collectivités locales que d'agir dans ce sens comme l'a parfaitement souligné Véronique.

Effectivement je peux vous confirmer, Véronique Moreira, Hubert Julien-Laferrière, que nous continuerons toujours ici, sur ce territoire lyonnais et Rhône-alpin, à travailler avec les collectivités ici et là-bas. Il s'agit d'une politique historique d'AVSF que de penser que nous ne pourrions jamais travailler sur les territoires sans coopérer étroitement avec les acteurs légitimes que vous êtes, élus de ces territoires. AVSF est et restera au service des organisations paysannes et des collectivités. Nous serons aussi dans la co-construction des politiques, je l'ai dit au début, vigilants sur les politiques décidées par des élus locaux, des représentants politiques dans les Parlements, et au Parlement européen ; et nous exercerons également avec nos partenaires légitimes dans les Etats du Sud cette vigilance. Je confirme donc que nous serons bien présents le 3 Juillet prochain à la réunion avec l'AFD pour la présentation et discussion du cadre d'intervention sectoriel pour la sécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne et pour pouvoir commenter les résultats de la démarche engagée par le gouvernement français et l'AFD.

Je souhaite finalement très sincèrement remercier, pour la qualité des débats, l'ensemble des intervenants, et tout particulièrement Hubert Julien-Laferrière et à travers lui Gérard Collomb puisque grâce à vous, nous sommes dans ce lieu magnifique de l'Hôtel de Ville, mais aussi parce que nous sommes des partenaires historiques ici en coopération. Nous n'avons pas beaucoup parlé de l'histoire d'AVSF en région lyonnaise, mais la Ville de Lyon porte une part importante dans la construction de notre ONG. Enfin, je souhaite remercier Véronique Moreira et à travers elle, la Région Rhône-Alpes, ses élus et techniciens, pour l'appui déterminé et continu de la Région à notre action commune de coopération avec l'ensemble des organisations, des collectivités et des Etats que vous avez précédemment cités. Merci encore à vous.



35 ans
au service
des organisations
paysannes du Sud

Actes rédigés par :
Yves Roger-Machart,
Frédéric Apollin et Claude Roger

Mise en forme et graphisme :
Bruno Forand

© AVSF
Agronomes et Vétérinaires sans frontières,
Lyon - France,
septembre 2013



Association française de solidarité internationale, **Agronomes et Vétérinaires sans frontières** agit depuis plus de 35 ans avec les communautés paysannes des pays en développement pour résoudre la question alimentaire. L'association met à leur service les compétences de professionnels de l'agriculture, de l'élevage et de la santé animale : aide technique, financière, formation, accès aux marchés... Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières mène plus de 75 programmes de coopération dans 20 pays d'Amérique Centrale et du Sud, d'Asie et d'Afrique, au côté des sociétés paysannes pour lesquelles l'activité agricole et d'élevage reste un élément fondamental de sécurisation alimentaire et de développement économique et social. **AVSF est reconnue d'utilité publique en France et agréée par le "Comité de la Charte-don en confiance".**

www.avsf.org



RURALTER est un programme d'Agronomes et Vétérinaires sans frontières qui appuie les initiatives de capitalisation d'expériences et diffusion de méthodologies et de référentiels technico-économiques utiles aux acteurs du développement rural, qu'ils soient techniciens d'institutions et de collectivités territoriales ou dirigeants paysans. RURALTER diffuse ses productions sous le label éditorial du même nom.





Avec le soutien de



GRANDLYON
communauté urbaine

Rhône-Alpes Région

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

Lyon 18 rue de Gerland, 69007 Lyon

Tél. 33 (0)4 78 69 79 59 . Fax 33 (0)4 78 69 79 56

Nogent 45 bis av. de la Belle Gabrielle,
94736 Nogent s/Marne Cdx

Courriel avsf@avsf.org - **Internet** www.avsf.org

Association reconnue d'utilité publique